

Espagne

Le peuple reprend la main



Assemblée générale des Indignés de Madrid, le 29 mai. (VIVIEN GUILHEM-GUERRY)

Ces deux dernières semaines, une mobilisation sans précédent a frappé l'État espagnol. Nous savons d'ores et déjà qu'elle aura des répercussions importantes. Comment expliquer une telle mobilisation presque spontanée et presque inespérée ?

Les conséquences de la crise dans l'État espagnol sont dévastatrices. La population se retrouve dans des situations toujours plus inacceptables (5 millions de chômeurs, 1,2 million de familles sans aucun revenu), auquel vient s'ajouter un sentiment d'impuissance face à un gouvernement social-démocrate qui applique les plans d'austérité dictés par le FMI. Ce sentiment a grandi à cause du manque de réponse des partis de la gauche institutionnelle (Izquierda Unida, et les

partis de la gauche régionale), qui n'ont pas voulu risquer de fermer la porte à de possibles alliances avec le Parti socialiste aux élections pour les autonomies en 2011 et aux élections générales en 2012, et une gauche radicale qui n'est pas en capacité de pouvoir articuler une réponse suffisamment massive pour faire front à la politique du gouvernement. Notons qu'il n'y a pas non plus de réponse suffisante de la part des grandes centrales syndicales qui, face à la politique du gouvernement et

les propositions du patronat, se sont engouffrées dans le pacte social.

Le mouvement a commencé après la répression de la manifestation du 15 mai organisée par le collectif «Democracia Real Ya!», qui réclamait, à l'occasion des élections pour les autonomies et des élections municipales du 22 mai, une réforme de la loi électorale pour en finir avec un système pratiquement bi-partidaire hérité de la transition. **SUITE PAGE 2**



ACTU
G8, un nouvel élan impérialiste
Page 2



ACTU
Jaitapur, une nouvelle folie nucléaire
Page 5



PARLONS-EN
« Une personne incarcérée demeure une personne à part entière » Page 9

Agenda

4 juin, fête du NPA 92 nord, Nanterre.

Au programme : un débat sur les révolutions dans le monde arabe, et un débat plus général, ensuite place à la fête avec repas, musique...

RV à partir de 19 heures, salle des Provinces françaises, 1 allée de Normandie, tout près du RER Nanterre Université et bus 304, Nanterre.

4 juin, Marche des fiertés, Nancy.

Neuvième marche des fiertés de Lorraine à Nancy.

RV à partir de 12 heures au village associatif, place Carrière, Nancy. Puis à 16h30 : manifestation, avec cortège du NPA Lorraine.

7 juin, librairie la Brèche, Paris.

Le physicien et néanmoins militant du NPA Hubert Krivine présentera et signera son livre *La Terre, des mythes au savoir* à la librairie la Brèche. Un pot suivra.

RV dès 18 heures, 27, rue Taine, Paris 12^e.

8 juin, nucléaire, réunion publique, Vitry.

Le comité NPA de Vitry-sur-Seine organise une réunion publique sur le thème « Sortir du nucléaire », avec Laurent Garrouste de la commission nationale écologie. RV à 20h30, salle du Château, 6 rue de Montebello (derrière le marché).

9 juin, ciné-débat, Les Mureaux.

Projection-débat de *Gasland*, de Josh Fox, organisée par Attac78Nord et le Collectif Seine Aval contre les gaz et pétrole de schiste. RV dès 20 heures au cinéma Frédéric-Dard, 77 rue Paul-Doumer, Les Mureaux.

11 juin, violences policières, Paris.

Deux ans après la mort d'Ali Ziri, manifestation contre les violences policières. RV à 14 heures, devant le ministère de la Justice, place Vendôme, Paris.

11 juin, nucléaire, manif, Paris.

Manifestation pour la sortie du nucléaire, dans le cadre d'une journée internationale de mobilisation, trois mois après la catastrophe de Fukushima. RV à 14h30, République-Hôtel-de-Ville.

11-13 juin, fête Lutte ouvrière, Presles.

Le NPA tiendra un stand à Fête de Lutte ouvrière, à Presles (Val d'Oise).

14 juin, Société Louise-Michel, Paris.

La Société Louise-Michel vous invite à assister à la répétition de la lecture-spectacle d'un montage de textes de Daniel Bensaïd, *Daniel Bensaïd, textes et propos*, réalisé par Hervé Dubourjal, avec Margherita Trefoloni et Julien Gaillard.

RV à 19 heures au Lieu-dit, 6, rue Sorbier, Paris 20^e.

14 juin, printemps arabes, Besançon.

Coférence-débat « Dans le printemps des peuples arabe, où va la Syrie de Bachar El Assad ? » avec Fabrice Balanche, universitaire lyonnais. RV à 20 heures, salle Proudhon, Besançon.

Espagne: le peuple reprend la main

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Des dizaines de personnes se sont alors rassemblées sur la Puerta del Sol à Madrid, et ont organisé un campement pour protester contre la répression de la manifestation tout en maintenant les revendications démocratiques du collectif. Après que le campement a été délogé, tout l'État espagnol a été contaminé, et de nouveaux campements sont apparus dans toutes les grandes villes puis, rapidement, se sont étendus à des moyennes et petites villes.

La réponse des grands partis, qui ne s'attendaient pas à une réaction si massive et spontanée, a été d'appeler à voter aux élections, tentant ainsi de désamorcer le mouvement et de le rediriger vers la voie institutionnelle.

Mais contrairement à ce que les médias et les grands partis auguraient, le mouvement du 15 mai a continué de grandir après les élections (remportées par la droite). La charge policière du 27 mai contre le campement de la Plaza de Catalunya à Barcelone a légitimé les assemblées et les campements, faisant entrer plus de personnes encore dans la mobilisation.

Les campements établis un peu partout dans

le pays ont permis d'ouvrir un espace de débat sur la situation politique et sociale à des gens qui jusque-là ne s'étaient pas nécessairement mobilisés. Cela a permis d'ouvrir le débat et de faire le point sur les revendications de divers secteurs. Des revendications initiales purement démocratiques, on aborde aujourd'hui, dans certaines villes, des questions sociales et économiques (le chômage, les services publics, la fiscalité), faisant la démonstration de la conscience sociale face à l'injustice et exigeant de faire payer la crise à ses véritables responsables. Dans certains cas comme à Madrid, à la Puerta del Sol, les assemblées sont déplacées dans les quartiers de la ville, ainsi que dans les villes de banlieues afin de continuer la massification du mouvement. En tout cas, cette mobilisation a déjà permis de prendre conscience que nous pouvons sortir de la crise du système. Très peu de temps après le début de la mobilisation, des actions de protestation ainsi que des rassemblements de soutien et des campements devant les ambassades d'Espagne se sont organisés dans de nombreux pays. Dans ceux

qui sont dans une situation similaire à celle de l'État espagnol, le mouvement a développé sa propre dynamique (le Portugal avec des manifestations massives contre le FMI, ou la Grèce avec ces derniers jours à Athènes des rassemblements de plus de 100 000 personnes). Dans les autres pays mobilisés, un mouvement de solidarité semble perdurer.

La question pour l'heure est de savoir si les assemblées des campements dans l'État espagnol vont être capables de s'implanter dans les quartiers pour continuer la dynamique des deux dernières semaines et ainsi rendre le mouvement encore plus massif. Il faudra également être attentifs aux types de relations qui s'établissent avec la classe ouvrière frappée de plein fouet par la crise et la réaction à venir des directions syndicales.

Mats Lucia Bayer et Hegoa Garay

regards

Propos recueillis par Flora Marchand et Amaël François



Gonzalo Donaire (TG)

ESPAGNE *La parole aux indignés*

Gonzalo Donaire, militant à Izquierda Anticapitalista-Madrid, explique le fonctionnement et l'organisation du mouvement de la Puerta del Sol.

Comment s'organise le mouvement à Madrid ?

L'organisation est axée principalement sur la revendication de réappropriation de l'espace public pour reconstruire un espace de convivialité, un vivre-ensemble, essayer de recréer une communauté dans le centre même de la capitale du pays. L'occupation de l'espace public ici ou telle qu'on l'a vue en Tunisie ou en Égypte devient une Agora, un lieu d'où émergent de nouvelles générations sur la scène politique.

Le mouvement de Sol se déborde lui-même jour après jour. La grande part d'improvisation fait qu'il n'y a pas de minimum stratégique qui donnerait plus ou moins une voie vers laquelle aller. On a vu dès le début que la dynamique d'assemblées générales (AG) ne fonctionnait pas pour prendre des décisions sur le court terme. La gestion quotidienne s'est développée à travers les commissions, des groupes de gens qui répondent à des tâches concrètes pour le campement, ainsi que des groupes de travail qui se chargent des tâches d'élaboration donnant une continuité au mouvement.

Qu'est-ce que qui fait leur efficacité par rapport à d'autres expériences ?

Elle vient, je crois, du fait d'avoir un espace physique permanent, au centre de la ville, qui facilite le rassemblement. On part d'expériences qui se sont développées dans le cadre du monde universitaire mais qui restaient cloisonnées. Ici, les gens apprennent à se connaître non seulement en ayant des débats mais aussi en répondant à des défis concrets. Il faut tenir compte du fait que 80% des gens qui font partie de ce mouvement n'ont jamais participé à une assemblée ou à une commission. Ils doivent se mettre ensemble pour penser comment résoudre les problèmes et cela crée une habitude de vivre-ensemble qui renforce les groupes de travail. C'est pour ça qu'on ne peut pas exiger du mouvement qu'il répète et reprenne, dès le début, les dynamiques des expériences militantes passées car ce n'est pas du tout le profil majoritaire.

D'où viennent les financements, les possibilités pratiques, le matériel, tout ce qui est utilisé sur la place ?

On a décidé dès le début qu'on n'acceptait pas d'argent sauf pour payer les amendes de ceux qui ont été arrêtés. Pour l'instant on a juste fonctionné avec des donations matérielles des gens et les infrastructures logistiques qu'ont mis à disposition différents centres sociaux qui travaillaient à Madrid et qui, en fait, étaient déjà des points de convergences des mouvement sociaux. Ils ont simplement déplacé leur travail au campement.

Comment se prennent les décisions, comme les plateformes de revendications ?

Il y a une élaboration préalable au niveau des groupes de travail qui pour l'instant n'a rien donné. L'un des problèmes du mouvement est que nous avons eu pendant dix jours des AG tous les jours qui n'avaient pas vraiment de capacité de décision. Tout était révoqué. On pouvait décider un truc à midi et le défaire le soir. Tous les jours, en fonction des gens qui venaient, on prenait des décisions différentes.

Par conséquent, les gens ne voyaient pas de traduction concrète à leur travail et à leurs discussions.

Les AG font de plus en plus figure de « happening », pour les médias, pour leur montrer qu'on est très démocratiques – ce qui est vrai – ainsi que pour un besoin autoréférentiel, pour se compter. Nous essayons de débloquer cette situation, et l'implantation réelle dans les quartiers de la ville va peut-être nous y aider en apportant de nouveaux questionnements.

Quelles sont les forces organisées présentes ?

Le discours est plutôt : « on ne veut pas de partis, on ne veut pas de syndicats ». Les militants qui participent ici, même s'ils sont organisés, le font en tant qu'individus. Le campement a commencé avec surtout des gens de « Democracia real ya ! », qui est déjà un groupe assez hétérogène. Ensuite il y a des militants de l'autonomie ouvrière, qui gèrent pas mal les centres sociaux, c'est un courant qui a une force importante. Il y a des gens plus proches de l'anarchisme, qui gèrent d'autres centres sociaux et qui ont aidé à la partie logistique. Après il y en a d'autres mais on ne les connaît pas, on a du mal à les reconnaître et à les identifier. Il y a enfin les syndicats indépendants et des militants de partis politiques comme nous.

Les mouvements des différentes villes sont-ils coordonnés ?

Au début c'était très spontané mais au bout d'une semaine on s'est rendu compte que l'outil de communication n'était pas suffisant, qu'il fallait un outil d'extension pour se coordonner avec d'autres campements, surtout ceux qui commençaient à avoir une puissance importante comme Barcelone – qui est quasiment devenue la ville référence depuis les événements du 27 mai – ou Valence. La plupart des autres villes ne sont pas autonomes. Elles suivent l'exemple de Sol, en calquant le fonctionnement parfois de manière caricaturale. De la même manière, leur destin dépend en grande partie de Madrid et Barcelone.

Quelles sont aujourd'hui les principales limites du mouvement ?

Il y en a plusieurs : une expression de rage et de révolte comme celle-là est insoutenable sur le long terme si on ne lui donne pas une certaine continuité, c'est-à-dire une vision stratégique qui pourra la canaliser. Mais dans la mesure où l'on commence à construire cette vision stratégique à partir du point minimum, on va commencer à voir les différences politiques entre les uns et les autres. Par ailleurs, c'est peut-être cette illusion pré-politique qui a poussé les gens à sortir le 15 mai et à maintenir le campement. Elle produit un rejet de toute forme d'organisation ou de mobilisation qui peut ressembler à ce qu'on avait avant. Si on veut relire le campement à une mobilisation sur la question sociale, le chômage par exemple, on va entendre dire : « ça ressemble à l'action syndicale, on n'en veut pas ». Mais face à cela, il y a une prise de conscience accélérée, le temps peut permettre de résoudre cette question, même s'il reste un énorme travail à faire pour surmonter cette méfiance.



Un nouvel élan impérialiste

Les saigneurs du monde se sont mis d'accord à Deauville à l'occasion du G8.

Intitulée «un nouvel élan pour la liberté et la démocratie», la déclaration finale du G8 de Deauville, avec ses 93 articles, vise à renforcer les pouvoirs économiques, commerciaux, technologiques, politiques et militaires des huit saigneurs du monde. Les principales annonces ne peuvent qu'inquiéter derrière un fond de teint étincelant aux élans démocratiques et pacifistes.

Comme à l'issue de chaque sommet du G8, il y a une mesure phare. Cette année c'est la proposition très médiatisée d'une aide de 40 milliards de dollars à la Tunisie et à l'Égypte. À y regarder de plus près, il s'agit en fait d'imposer le Fonds monétaire international (FMI), ses recettes néolibérales et ses plans d'austérité sociale, via les prêts accordés à ces deux pays.

Par rapport aux enjeux de l'heure, la déclaration finale aborde de multiples thématiques. S'agissant de la catastrophe nucléaire de Fukushima ou des 25 ans de Tchernobyl, l'enseignement n'est nullement la transition énergétique avec notamment la sortie du nucléaire mais «la sûreté nucléaire, qui doit être une des priorités de l'action du G8». Une priorité? Les pays lançant ou renforçant des programmes nucléaires n'ont pas de quoi s'inquiéter, il leur est juste «recommandé» de renforcer le dispositif de sûreté nucléaire sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), organisation liée à l'ONU, très contestée par les antinucléaires pour ses nombreuses erreurs et parce que sa fonction principale est bel et bien d'encourager l'utilisation de l'énergie atomique.

En pleine crise globale, le G8

SOMMET DE DEAUVILLE: LE BICAN



réaffirme «son soutien de longue date aux marchés libres et ouverts» et fait de l'OMC «un élément essentiel du système multilatéral mondial.» La libéralisation du commerce est la doctrine maîtresse, pourvu que les pays du G8 restent les mieux placés dans ce domaine. Le G8 se félicite aussi «des réformes structurelles pour soutenir la croissance» adoptées en Europe, qui ne sont que les mesures d'austérité mises en place en Europe et qui ne font qu'aggraver les conditions de vie des populations.

RENFORCER L'EMPRISE SUR L'AFRIQUE

Cette année, l'Afrique était en tête d'affiche. Son partenariat avec le G8 était au centre des débats.

Les chefs d'État d'Afrique du Sud, d'Algérie, d'Égypte, d'Éthiopie, du Nigeria et du Sénégal, ainsi que la commission de l'Union

africaine participaient au sommet. Une déclaration conjointe G8/Afrique intitulée «des valeurs communes et des responsabilités partagées» a été rédigée. Entre autres, à l'ordre du jour, la situation de pays non invités comme la Côte d'Ivoire, le Soudan, la Somalie avec toujours le même leitmotiv, la poursuite de la présence militaire impérialiste présentée comme un «plan d'action du G8 pour renforcer les capacités africaines de maintien de la paix». Le prétexte est la lutte contre le terrorisme, contre le trafic de drogue et la piraterie somalienne, l'enjeu réel est la question économique et l'appropriation des ressources naturelles extractives.

Le modèle du tout à l'exportation est décliné prétendument pour amplifier l'intégration commerciale du continent aux réseaux mondiaux mais aussi pour promouvoir le commerce intra-africain. Sont proposées

l'amélioration de couloirs commerciaux financés par la banque multilatérale de développement et l'aide publique au développement (ADP), c'est-à-dire par le moyen de dons et de prêts qui accentuent les rapports de dépendance avec les pays du G8. Les objectifs du G8 sont donc opposés aux intérêts des peuples et il n'y a rien à attendre du G20 qui voudrait s'imposer comme un nouveau directoire mondial plus légitime et plus représentatif. Comme pour le G8, la mobilisation doit être au rendez-vous à Cannes du 31 octobre au 4 novembre 2011 dans le Sommet des peuples contre le G20. Il faudra faire converger les soulèvements dans les pays arabes, en Espagne et partout dans le monde pour dire ensemble qu'au Sud, comme au Nord, nous ne payerons pas leurs crises!

Flavia Verri



Par Laurent Grouet

Sortie du nucléaire : mettre la pression en France

L'annonce du gouvernement allemand d'une sortie programmée du nucléaire dans un délai rapide est une nouvelle extrêmement importante. Cette décision a sans doute été concertée avec les dirigeants de Siemens qui ont décidé d'arrêter la trop coûteuse filière nucléaire. Mais après la catastrophe de Fukushima, les plus grosses mobilisations antinucléaires de l'histoire ont eu lieu en Allemagne au mois de mars. Alors ne boudons pas notre plaisir et ne minimisons pas l'importance de l'événement : ce revirement de la droite allemande marque sans doute, enfin, l'arrêt définitif du nucléaire en Allemagne. En France, la sortie du nucléaire en dix ans est aussi possible, sans recours massif aux énergies fossiles (moins de 5% d'augmentation et ce de façon transitoire), mais au contraire sur la base d'une politique volontariste de développement des énergies renouvelables et de sobriété énergétique. Alors que les émissions de CO₂ ont battu un triste record en 2010 et que la sécheresse compromet le fonctionnement des centrales, la sortie du nucléaire et la lutte contre le réchauffement climatique peuvent être menées de pair. C'est ce que défend le NPA dans un document «Scénario de sortie du nucléaire en dix ans» en cours d'édition. Les manifestations allemandes ont vu des militants antinucléaires défiler côte-à-côte avec des représentants syndicaux dénonçant les dangers auxquels sont exposés les salariés des centrales nucléaires. Un exemple à suivre : face au fanatisme nucléaire du gouvernement et des élites françaises, le NPA mettra toute son énergie aux côtés des forces mobilisées en France pour que soient réussies les manifestations unitaires du 11 juin à Paris... tout en avançant ses propositions pour que la sortie du nucléaire ne se fasse pas sur le dos des salariés et des usagers, mais au contraire dans le cadre d'un service public de l'électricité qui préserve et crée près de 800 000 emplois. N'attendons pas des promesses électorales mais exigeons par notre mobilisation la sortie du nucléaire maintenant.

e-G8 : la marchandisation des libertés

Le super «Davos de l'internet», l'e-G8, s'est tenu la semaine dernière à Paris, en tenant bien à l'écart tous ceux qui auraient pu le perturber. Exit le débat, c'est surtout une opération de communication qui a eu lieu dans les allées du jardin des Tuileries. Entre les tables rondes et les 1 000 personnalités du numérique, on pouvait pourtant craindre le pire pour notre internet. Propriété intellectuelle, liberté d'expression, synthèse des modèles économiques, voilà les thèmes clés autour desquels devaient s'articuler les débats. L'événement étant intégralement financé par le secteur privé (3 millions d'euros), on a pu voir une sur-représentation de la sphère marchande. Officiellement, il s'agissait de réunir les acteurs politiques et les grandes entreprises privées du net pour discuter des problématiques du Web.

Dans les faits, on a pu assister à une énorme campagne de pub sur le thème «Internet c'est génial, mais seulement si on le contrôle et que ça rapporte de l'argent» avec Sarkozy en première ligne pour engager les difficiles chantiers à venir, à savoir : le droit d'auteur, la protection des données, les problématiques économiques et le filtrage du net. L'enjeu était bien entendu de rappeler qu'en la matière, la France a mis en place toute une série de lois : Hadopi, Loppsi et bientôt ACTA...

C'est sûr, côté régulation du net, en France et en Europe, on n'arrête pas le progrès! On aurait pourtant pu attendre autre chose d'un tel sommet sur internet, ce ne sont pas les sujets qui manquaient : la place d'internet dans les révolutions arabes, les inégalités face à l'accès à ces technologies, ou encore la liberté

d'expression, la neutralité du net ou le sort des 125 net-citoyens emprisonnés dans le monde pour avoir informé leurs concitoyens et le reste du monde. Mais non. Est-ce parce qu'il n'y avait pas beaucoup de représentants de la sphère civile ou de la Cnil conviés? Pourtant, une trentaine d'ONG, parmi lesquels Access Now, Attac, la Quadrature du net et Reporters sans frontières avaient émis le souhait que les participants de l'e-G8 «s'engagent publiquement à étendre le droit d'accès à internet pour tous, combattre la censure numérique et la surveillance, limiter la responsabilité des intermédiaires dans le monde numérique et soutenir les principes de la neutralité du net». Il n'y a rien eu de tout cela durant l'e-G8. D'ailleurs, en se penchant sur la déclaration finale du G8, on voit que la partie la plus détaillée porte sur

le droit d'auteur et appelle à une censure privée pour empêcher le partage d'œuvres culturelles en ligne, à l'image de l'ACTA. De quoi inquiéter la société civile qui déclare dans sa conférence en marge de l'e-G8 qu'à l'issue de ce sommet «se cache une inquiétante alliance de gouvernements cherchant à contrôler internet et de quelques entreprises qui tirent profit des restrictions aux libertés en ligne». De quoi faire froid dans le dos!

Coralie Wawrzyniak

Recrutement de profs à Pôle emploi: la braderie de l'année

L'Éducation nationale envisage 16 000 suppressions de postes l'an prochain, soit le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Rassurez-vous, après les dernières suppressions catastrophiques dans le premier degré, Chatel entend épargner les classes primaires... en théorie. Selon le ministère de l'Éducation, il y aurait assez de professeurs et nos établissements scolaires n'en manqueraient pas. C'est donc certainement pour cette raison que Chatel cherche à recruter 17 000 «jeunes talents» selon son expression. Évidemment, il faudra être talentueux pour prendre des classes sans formation dès septembre et compte tenu des conditions d'exercice actuelles dans l'enseignement.

Professeur jetable, malléable et bon marché, voilà un chouette job d'avenir! Sur les 33 000 départs à la retraite, 17 000 donneront lieu à un recrutement via Pôle emploi grâce à l'opération de «prérecrutement» organisée jeudi dernier à Paris. Certes, cela fait bien longtemps que des contractuels sont recrutés par ce biais, mais c'est bien la première fois qu'il y a, de manière assumée, un partenariat Pôle emploi/rectorat de Paris en vue de remplacer les profs absents. L'État va encore s'enorgueillir du fait que l'Éducation nationale est un super employeur... Ce sont en fait 3 000 postes à pourvoir dans le premier degré et 8 600 dans le second. Et ceci sans compter les recrutements d'agents

administratifs et de personnels de santé scolaire qui mériteraient pourtant de vraies créations de postes. Ces contrats sont évidemment sans perspective puisqu'ils ne sont établis que dans l'urgence pour de deux, trois, six mois, voire un an. Pas de quoi sortir ces futurs profs de la précarité, malgré une super campagne de communication censée revaloriser le métier d'enseignant. Il est vrai qu'envoyer sur le terrain sans formation des personnes en contrat précaire au lieu de créer de vrais postes et titulariser ne peut que revaloriser la profession... Pour l'État on chiffre déjà l'économie réalisée depuis 2007 grâce à ces non-remplacements, à un milliard d'euros. Somme qui selon les porte-parole du

gouvernement servirait à la revalorisation des profs. Revalorisation? Sûrement pas des salaires puisqu'il a été confirmé un gel de la valeur du point d'indice en 2011, 2012 et 2013 pour les personnels de la fonction publique. En dix ans, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 10%! Mardi 31 mai, c'était d'ailleurs pour réclamer une augmentation des salaires que les fonctionnaires de l'Éducation nationale étaient dans la rue. La rentrée s'annonce ainsi compliquée tant que le gouvernement, Chatel en tête, bradera les postes d'enseignants et ne prendra pas la mesure du malaise qui traverse cette profession.

Coralie Wawrzyniak

La prime salariale: prime à la casse

La prime salariale annoncée en grande pompe n'est qu'une mesurette qui ne s'attaque pas réellement à la baisse du pouvoir d'achat et ne concernera que 4 millions de salariés.

Announced par Sarkozy à grands renforts de médias, la «prime salariale obligatoire de 1 000 euros» prend de plus en plus la forme d'une arnaque dont les salariés n'ont décidément rien à attendre. Le détail de l'opération a été présenté sous forme d'un projet de loi en Conseil des ministres le 25 mai et doit être soumis le 14 juin aux députés et le 28 aux sénateurs. S'il est adopté, le dispositif serait applicable dès 2011, et devrait être reconduit en 2012. Cette obligation concernera uniquement les entreprises de plus de 50 salariés qui versent à leurs actionnaires des dividendes supérieurs à la moyenne des années 2009 et 2010. Les salariés des filiales de grands groupes bénéficieront de cette prime de même que ceux dont le siège social est à l'étranger. Au total, la mesure ne devrait concerner que 4 millions de salariés. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, l'ouverture de ces négociations sera facultative.

Le montant, le calendrier et les modalités de versement de la prime ne seront pas fixés par la loi. Ils devront faire l'objet de négociations au sein de chacune des entreprises concernées avec validation par les organisations syndicales ou le comité d'entreprise. La prime devra avoir un caractère collectif et viser l'ensemble des salariés. Si les négociations n'aboutissent pas à un accord, la direction de l'entreprise fixera seule le montant et les modalités de la prime. Celle-ci pourra prendre la forme d'un versement en argent, d'un supplément de prime de participation ou d'intéressement, d'actions gratuites de l'entreprise, du financement d'une mutuelle... Aucun minimum n'est fixé par le gouvernement. L'entreprise sera exonérée de cotisations sociales jusqu'à un montant de 1 200 euros par an et par salarié. La prime sera assujettie à la contribution sociale généralisée, à la contribution au remboursement de la dette sociale ainsi qu'au forfait social applicable en matière d'intéressement et de participation. Ainsi la montagne a accouché d'une souris. La fiction du «président du pouvoir d'achat» est ramenée à la réalité: tout dans l'esbroufe en ce qui concerne les travailleurs. Dans la foulée des mobilisations sur les retraites et l'ambiance des mobilisations des peuples arabes, le gouvernement avait ainsi voulu couper l'herbe sous le pied à des mobilisations que le patronat lui-même semblait redouter. Ce n'est pas l'ajustement du Smic sur l'augmentation de l'indice Insee qui va mettre nos salaires au niveau des réelles augmentations du coût de la vie. Plus que jamais nos revendications d'augmentation de 300 euros net pour tous et toutes et de 1 500 euros net minimum pour tous les revenus, restent seules d'actualité.

Robert Pelletier



Obama, démagogie et double jeu

Inquiets devant le développement des révolutions arabes, l'impérialisme américain et ses alliés du G8 tentent de garder l'initiative en distribuant dollars et discours démagogiques, une offensive pour préserver leur domination...

Le 19 mai, avant la réunion du G8 et sa tournée en Europe, Obama a tenu un discours définissant la politique des USA vis-à-vis du Moyen-Orient et du monde arabe. Justifiant au passage l'exécution sommaire de Ben Laden, «un meurtrier de masse [...] qui rejetait la démocratie et les droits individuels pour les musulmans au profit d'un extrémisme violent», il n'a pas craint de faire l'éloge du courage des peuples qui ont renversé... ses anciens amis dictateurs pour conquérir la démocratie. Déjà, peu de temps après son élection, dans son allocution du 5 juin 2009, au Caire, il avait plaidé pour «un nouveau départ entre les musulmans et les États-Unis» espérant ainsi rompre avec la haine qu'avait suscitée la politique de Bush. Son éloge de la «transition vers la démocratie» vise aussi à redonner un peu de popularité à la politique des USA tout en lui permettant de

contrôler les bouleversements en cours au seul profit des multinationales. Les quelque 75 milliards de dollars qui seront distribués par le biais du G8 et du FMI obéissent au même but sur le terrain économique. Mais pour qu'une telle politique puisse espérer donner le change à l'opinion du monde arabe solidaire des Palestiniens, hostile aux USA et surtout à son allié Israël, encore fallait-il qu'Obama prenne quelque distance vis-à-vis de ce dernier tout en ouvrant une porte aux Palestiniens. «Le rêve d'un État juif, démocratique, est irréalisable dans le contexte d'une occupation permanente. [...] Nous pensons que les frontières d'Israël et de la Palestine doivent se baser sur les lignes de démarcation de 1967 dans le cadre d'échanges mutuellement agréés, de façon à ce que des frontières sûres et reconnues soient établies pour les deux États», a déclaré Obama sans oublier de rappeler son

engagement inébranlable envers la sécurité d'Israël. Il a rapidement tenu à lever les illusions qu'auraient pu entretenir ces phrases lors d'un second discours, prononcé le 23 mai, devant des représentants de la communauté juive des États-Unis. Pour lui, prendre pour base de négociation «les lignes de 1967 avec des échanges de territoires négociés» signifiait que la frontière à venir entre les deux États serait... «différente de 1967 et prendrait en compte 44 ans de changements», ainsi que les exigences de sécurité d'Israël. Les Palestiniens doivent prendre en compte «les nouvelles réalités», en particulier accepter les colonies israéliennes et reconnaître Israël comme «État juif». La reconnaissance de l'État d'Israël comme État religieux, théocratique, est contraire à toute politique démocratique, elle est discriminatoire à l'égard des non-juifs du pays, soit plus de 20% de la population.

Israël a repoussé ces propositions d'Obama, mais qu'importe, pour ne pas déplaire à son allié, ce dernier s'est quand même fermement opposé à ce que Mahmoud Abbas soumette, en septembre, au vote de l'ONU, par l'intermédiaire de la Ligue arabe, la reconnaissance d'un État palestinien dans les frontières de 1967. Même ce geste qui n'obligerait en rien Israël, Obama n'en veut pas. C'est dire la sincérité de ses propos sur la démocratie et la paix, poudre aux yeux et démagogie pour tenter de contenir la révolte des peuples. Double jeu qui souligne à quel point la démocratie comme la paix ne pourront être l'œuvre que de l'intervention des peuples, d'un approfondissement des révolutions en cours.

Yvan Lemaitre



Militants malaisiens antinucléaires. (DR)

Jaitapur: une nouvelle folie nucléaire

INDE. La catastrophe de Fukushima a mis en lumière l'insécurité inhérente à l'énergie nucléaire. À Jaitapur, cette menace est relancée par le projet de nouvelles constructions de centrales.

La catastrophe de Fukushima, d'une ampleur inégalée depuis Tchernobyl et dont on ne connaît pas encore l'étendue des conséquences, a relancé en Inde le débat sur la sûreté du nucléaire civil et la politique d'expansion nucléaire du gouvernement indien. En 2010, la part du nucléaire ne représente que 4 780 mégawatts (MW) soit 4,2% de la consommation d'énergie du pays. Le gouvernement indien prévoit de multiplier cette capacité par cinq dans les dix prochaines années. Les constructions en cours ne devraient ajouter que 3 900 MW, mais l'objectif fixé est de construire de nouveaux réacteurs qui cumuleraient une puissance de 63 000 MW à l'horizon 2032. Cela représenterait 100 milliards d'euros d'investissements potentiels et 25% de l'énergie du pays. Or, les révélations sur les négligences en matière de sûreté de la part des industriels au nom de la course au profit, illustrent l'impossibilité d'assurer une sécurité satisfaisante des installations nucléaires. L'Inde ne dispose pas pour sa part d'une autorité de sûreté indépendante. La commission de régulation de l'énergie atomique, en charge de cette question, partage son personnel et fournit des fonds aux organisations qu'elle est censée contrôler. Et pourtant, sept centrales sont en cours de construction et au moins 36 nouvelles centrales sont à l'étude ou planifiées. Le gouvernement a signé un accord avec l'entreprise française Areva pour construire six réacteurs de type

EPR d'une puissance cumulée de 9 600 MW à Jaitapur, une ville côtière de l'État du Maharashtra. À terme, Jaitapur accueillera le plus grand complexe nucléaire au monde! La région de Jaitapur est réputée pour sa très grande biodiversité. Elle accueille des milliers d'espèces d'animaux et de plantes dont certaines sont en voie de disparition. La construction de la centrale nucléaire est une menace pour tout cet écosystème. Les habitants de la région, dont certains ont été expropriés, ont réagi avec force contre le projet de centrale nucléaire qui menace leur mode de vie et l'environnement. Le gouvernement indien a répondu à la contestation par le plus grand mépris. Les manifestations ont été durement réprimées et un manifestant a trouvé la mort. Jaitapur illustre l'aveuglement des nucléocrates. À ce jour, aucun réacteur EPR n'a encore été testé. En dehors du prototype de Flamanville, l'un est en construction en Finlande, deux à un stade plus initial en Chine. Le projet finlandais a maintenant deux ans de retard. Il devait coûter 3 milliards d'euros mais son coût a maintenant atteint 5 à 7 milliards, un gouffre financier payé par le contribuable français. Si l'on se réfère à la catastrophe de Fukushima, le choix de Jaitapur est une aberration. Placé sur la côte, le site n'est pas à l'abri d'infiltrations d'eau de mer ou d'un tsunami et Jaitapur a déjà été touché par un tremblement de terre. De plus, l'Inde n'est pas le Japon. Aucun

plan d'évacuation n'existe en cas d'accident dans une centrale. Qu'arriverait-il si une catastrophe nucléaire advenait dans le pays? La coalition pour le désarmement nucléaire et la paix (CDNP), qui regroupe 200 associations indiennes, appelle à un moratoire sur les activités nucléaires civiles indiennes et à un audit sur les installations en service. Greenpeace Inde a lancé une pétition en ligne visant à recueillir 100 000 signatures contre la construction des six réacteurs de Jaitapur. Avec la catastrophe de Fukushima, la contestation s'est accentuée et a pris de l'ampleur. Il est important de soutenir les mobilisations contre l'expansion nucléaire délirante prévue par le gouvernement indien. Le risque de voir un nouveau désastre, dont on peut imaginer qu'il serait encore plus destructeur et coûteux en vies humaines, est tout simplement insupportable. Nous sommes, en France, particulièrement concernés, puisque Areva est le maître d'œuvre. Tout doit être fait pour empêcher cette nouvelle folie nucléaire.

Danielle Sabai

Pétition contre la construction de la centrale nucléaire de Jaitapur:
www.greenpeace.org/india/en/What-We-Do/Nuclear-Unsafe/support-for-the-people-of-jaitapur/?utm_source=SilverpopMailing&utm_medium=email&utm_campaign=Jaitapur%20Non-signers%202%20-%20old%20LP%20%281%29&utm_content=

TUNISIE TELECOM

Une grève très politique

La grève générale des employés de Tunisie Telecom – le sit-in en Tunisie – qui a débuté le 10 mai, était en gestation avant la révolution qui a renversé Ben Ali. La lutte mobilise suivant les régions de 60 à 90% des 8 000 salariés, des «lignards» (monteurs de lignes téléphoniques) jusqu'aux techniciens et personnels administratifs. Les femmes sont massivement présentes aux assemblées. L'une d'elles, Hajer Gattoussi, fait partie des animatrices du mouvement à Tunis, mobilisant son entourage, répercutant les emails, composant des chants de lutte, rencontrant la presse, etc. Elle est d'ailleurs critiquée pour cette audace, selon Raouf Rebaoui, militant qui se réclame du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), «partisan des syndicats» (mais critique), leader local reconnu: «Vous êtes chez vous, c'est nous qui décidons ici, c'est l'entreprise du peuple».

Sur les murs du siège à Tunis, des photocopies agrandies de feuilles de paie de 63 cadres honnis des grévistes, montrent au public l'objet de l'action. Ces managers touchent des primes faramineuses, pour la logique de privatisation qu'ils sont chargés d'accélérer. Il s'agit donc ici, par une prise de contrôle de l'entreprise en éliminant les 63 cadres, de mettre fin aux magouilles détournant l'argent public pour des marchés publicitaires avantageux consentis à une agence de communication appartenant au clan Trabelsi (famille de la femme Ben Ali). Les menaces de licenciements massifs sont aussi dans toutes les têtes. Les signes avant-coureurs de cette grève avaient commencé depuis décembre 2010. Il s'agit d'une lutte prolongée contre le processus de privatisation, semblable à ce que nous avons connu en France. Mais la radicalité post-14 janvier a mis le gouvernement au défi d'annuler les décisions déjà appliquées (la transformation statutaire de l'entreprise), et la vente de 35% du capital à une firme de Dubai (TeCom-DIG) qui ne s'intéresse qu'à la cotation en Bourse, et pas du tout à «l'intelligence technique», comme le font remarquer des techniciens grévistes. Lors des grèves partielles, la direction avait fait semblant d'accepter les exigences syndicales de reprise de contrôle public sur l'entreprise, avant d'annoncer qu'en fait tout cela était «impossible». En réalité, la boîte du Dubai, forte de ses liens avec l'ancien pouvoir, avait fait pression. Les grévistes ont cependant déjà réussi à bloquer le rachat de 16% supplémentaires qui aurait permis à TeCom-DIG de passer à 51% du capital. Mais, toujours selon des grévistes, il est tout à fait possible que les 63 cadres détestés ne soient que de la menue monnaie sacrifiée en échange d'une mise en Bourse de Tunisie Telecom. Les grévistes ne sont pas dupes et s'attendent à un marchandage de ce type. Un point fort du conflit s'est joué mardi 24 mai, avec la décision prise par l'UGTT d'appeler à une journée de manifestation à Tunis, «une journée de colère» selon Nizar Amami, membre de la direction syndicale UGTT télécommunications et militant de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO). Plus de 2 000 salariés ont manifesté à Tunis. Le lendemain, un nouveau sit-in a eu lieu devant le siège de Tunisie Telecom. Le «partenaire» TeCom-DIG cherche une porte de sortie demande au PDG d'indemniser les 63 cadres. La grève continue.

De Tunis, Dominique Mezzi

LIBYE La situation s'enfoncé

Mouammar al-Kadhafi, au pouvoir en Libye depuis le 1^{er} septembre 1969, se laissera-t-il pousser vers la sortie? C'est ce que semblent espérer les puissances de l'Otan mais aussi celles du G8 qui étaient réunies la semaine dernière à Deauville. Un mandat fut donné à la Russie ainsi qu'au président sud-africain Jacob Zuma, de conduire une «médiation» censée convaincre Kadhafi d'abandonner le pouvoir. Jacob Zuma se trouvait d'ailleurs en Libye, en début de semaine, mais sans que la négociation n'aboutisse à un retrait de Kadhafi. Parallèlement à ces tentatives, l'Otan a fortement intensifié ses bombardements depuis la mi-mai, et procède maintenant à des frappes aériennes contre des objectifs à Tripoli même en plein jour. Officiellement, l'Otan s'en tient au cadre de la résolution n° 1973 des Nations unies, adoptée à la mi-mars sur proposition du gouvernement français, qui consacre le feu vert à l'usage de la

force militaire «pour protéger les populations civiles contre les exactions des forces de Kadhafi». Cependant, sur le terrain, les objectifs de l'intervention militaire sont moins clairs. S'agit-il de stopper les attaques du régime du dictateur contre la zone contrôlée par les rebelles, situées surtout dans l'Est de la Libye? Ou de forcer Kadhafi à partir, quitte à le tuer s'il s'obstine à refuser? Un flou artistique entoure cette question. Alors que la pression militaire s'intensifie, la perspective d'un renversement de Kadhafi «par le bas», par des forces issues de la population semble s'être largement éloignée, dans l'Ouest de la Libye. Alors que l'Est, lui, est presque entièrement sous contrôle des forces hétéroclites qui composent la rébellion, dirigée par le Conseil national de transition (CNT), un organe de personnalités cooptées. La France sarkozyste a nommé un émissaire officiel près du CNT. La présence d'une société de mercenaires (la Secopex) dirigée par d'anciens militaires français, qui proposait ses prestations de «sécurisation» aux dirigeants du CNT, a posé

davantage de problèmes: les dirigeants rebelles lui reprochaient d'avoir travaillé d'abord pour le régime de Kadhafi. La Secopex fut soupçonnée d'«espionnage pour Kadhafi», son chef fut tué à Benghazi dans la nuit du 11 au 12 mai, et quatre de ses hommes ont été expulsés vers la France... En même temps, dans la zone rebelle, une certaine hystérie à propos des «mercenaires noirs de Kadhafi» s'est souvent transformée en exactions racistes. S'il est vrai que Kadhafi emploie des mercenaires, les véritables pogroms anti-noirs auquel ce climat a donné lieu à plusieurs reprises sont totalement condamnables. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (Fidh), qui avait effectué une mission d'information sur place entre le 8 et le 15 mai, a publié un rapport. Celui-ci parle d'une «situation d'extrême urgence». Les situations relevées vont du licenciement sans indemnité ni paiement de salaire à l'encontre de noirs, jusqu'au meurtre et au viol.

Bertold du Ryon

Droit à l'autonomie la dictature

Le gouvernement avance avec assurance(s)

Pas une semaine sans rumeur ou déclaration pour marteler que le président s'occupe des personnes âgées en perte d'autonomie. L'échéance de la présidentielle vaut bien un air de compassion, ou l'art de faire croire qu'on va aider les personnes en perte d'autonomie en les étranglant. Financièrement. L'exercice est périlleux. D'où des formules prudentes de Roselyne Bachelot. Le recours sur succession, impopulaire, serait momentanément écarté¹; Apprécions le conditionnel, tant il est vrai que, au final, Sarkozy décidera. Il n'y aurait plus d'assurance spécialisée obligatoire. Mais les frères Sarkozy ont dans l'idée de s'appuyer sur l'assurance vie convertible en rente dépendance. Les avantages fiscaux qui y sont attachés seraient donc de nature à développer les souscriptions. Certainement au prix d'une augmentation des prix des contrats et de diverses mesures de restrictions de la rente, surtout pour les dépendances les moins fortes² (GIR 4³), à moins de payer cash. Et on peut ainsi aider les personnes à faire le « bon choix ». Derrière quelques aménagements pré-électorales, le crédo libéral reste intact : pousser à l'assurance individuelle, pas touche aux profits, pas d'augmentation de la dette publique. Ce qui contredit brutalement les propos de Bachelot qui dit vouloir « rester sur un socle de solidarité massif ». La quadrature du cercle comme écrit *le Figaro*. L'augmentation de la CSG, y compris pour les retraités (le chiffre de 0,1% est évoqué), reste dans les tuyaux. La deuxième journée de travail gratuit est en débat mais pas abandonnée⁴. Et silence radio sur la proposition, contenue dans le rapport Rosso-Debord, de supprimer l'APA pour le 1^{er} niveau d'aide, le GIR 4, soit 59% des personnes âgées dépendantes à domicile et représentant 40% de la dépense à domicile en 2009⁵. Ce qui inquiète à juste titre les associations.

Même l'inscription du « 5^e risque » dans le cadre de la Sécurité sociale ne serait plus sûre. Ce qui n'enlève rien à la volonté de démanteler la Sécu, en restreignant son périmètre au profit des assurances individuelles. Le noyau dur de la réforme progressera, Sarkozy est un fidèle et pugnace serviteur des intérêts des capitalistes. La vie des individus ne vaut que ce que cela peut rapporter comme profit pour les capitalistes. Nous y opposons un autre projet de société, dans lequel notre santé, nos capacités de vivre en société sont des priorités absolues.

Ces hésitations verbales, et encore mieux si les reculs évoqués se confirment, témoignent malgré tout de la fragilité relative de ce gouvernement qui n'est fort que des faiblesses de la mobilisation sociale. C'est donc à celle-ci qu'il faut s'atteler, le plus unitairement possible, avec tous les partis, les syndicats, les associations qui veulent garder et développer la Sécurité sociale, qui refusent de brader nos vies aux assurances privées sous quelque forme que ce soit, pour développer un véritable service public de l'autonomie. Il faut tout à la fois sensibiliser la population sur les mauvais tours qui se préparent, avancer des contre-propositions et organiser la mobilisation concrète. Sans perdre de temps. Le projet sera présenté au plus tard avec la loi de financement de la Sécurité sociale, cet automne. C'est demain. Il n'y a pas une minute à perdre. Et il faudra continuer quel que soit le gouvernement en place après la présidentielle.

Daniel Desme

1. *Le Figaro Économie*, 12 mai 2011.

2. Ce qui est d'ailleurs déjà le cas dans beaucoup de contrats d'assurance dépendance existants.

3. Les six groupes iso-ressources (GIR) permettent de classer les personnes en fonction des différents stades de perte d'autonomie.

4. À la suite d'un arrêt récent de la Cour de cassation, le Conseil constitutionnel va devoir se pencher sur la constitutionnalité de cette loi.

5. DREES, Études et résultats, octobre 2010.

Satisfaire les besoins sociaux, p

En contraignant à souscrire, de fait ou en droit, une assurance privée perte d'autonomie, gouvernement et patronat préparent la privatisation de la Sécurité sociale. Fillon l'a déjà annoncé fin 2010 : « la modernisation de la Sécu s'impose à nous. Nous avons commencé avec la réforme des retraites. Nous ne devons pas laisser dériver les comptes de l'assurance maladie par démagogie ». Donc, on commence par la dépendance et, ensuite...

En effet, les cotisations sociales sont depuis toujours considérées par le patronat comme une « charge » insupportable.

Or, ce que l'on met au pot commun de la Sécurité sociale par nos cotisations sociales (patronales comme salariales), c'est une part importante de notre salaire, un salaire collectif, socialisé, pas un impôt. Il permet de contribuer à la prise en charge de certains besoins sociaux de chacun et de tous (maladie, retraites, famille...), de la naissance à la vieillesse, hors de la sphère de la marchandise.

Depuis 30 ans maintenant, attaques après attaques, tous les gouvernements ont diminué cette prise en charge, obligeant la population à souscrire des assurances pour compléter les remboursements ou des retraites complémentaires privées ou des fonds de pension pour ceux qui peuvent se les payer. En transférant la prise en charge des conséquences du vieillissement vers les assurances privées, patrons et gouvernement poursuivent leur lutte pour la baisse des salaires qui fait que depuis 30 ans, 10% des richesses produites ont été transférés des salaires vers les profits.

Sur nos feuilles de paie, quand la part, dite salariale, des cotisations augmente, cela diminue notre salaire disponible pour la vie courante. En revanche, les cotisations patronales diminuent globalement par l'intermédiaire d'exonérations diverses. Ce qui permet ensuite de nous expliquer qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses de la Sécu pour les retraites, la santé, la dépendance....

Pour y répondre, le PS défend l'idée qu'il faudrait augmenter la CSG (payée à 80% par les salariés), voire de l'intégrer dans les impôts¹. En somme, face au prétendu trou de la Sécu, ils répondent par un financement par l'impôt qui taxera notre salaire direct et nous en dépossédera. Certaines organisations du mouvement social pensent qu'il faut taxer les revenus des riches pour trouver des sources de financement supplémentaires. C'est oublier un peu vite que les profits réels peuvent être brouillés dans les comptes des entreprises. Par ailleurs, les impôts n'ont pas d'affectation a priori. Il sera donc très difficile d'en contrôler l'usage. Le meilleur moyen de s'en prendre aux profits est d'augmenter les salaires directs et socialisés. Tout le reste est répartition de la dépense sur les épaules des salariés, retraités...

Pour d'autres, la perte d'autonomie n'étant pas créée par les entreprises, elles ne devraient pas payer seules (via les cotisations sociales). D'où l'idée de faire contribuer tous les revenus, sous des formes différentes, notamment éventuellement par une CSG « renouvelée ».

Si tel est le critère, il y a pas mal de besoins qui ne vont plus relever des cotisations sociales. Les enfants ne

sont pas créés par les entreprises, exit les cotisations familiales, payées très largement par les cotisations patronales. Se casser une jambe en vacances, non plus. Et toutes les gripes ne sont pas dues à l'exploitation capitaliste.

La lutte pour le droit aux soins pour tous, et en particulier pour les personnes âgées, est avant tout une lutte pour notre salaire socialisé que le patronat ne veut plus payer et contre les assureurs qui veulent faire main basse sur ce pactole pour augmenter leurs profits au détriment de nos besoins.

Bien sûr le NPA s'oppose au projet du gouvernement. C'est bien une augmentation de notre salaire socialisé que nous devons revendiquer en exigeant l'arrêt des exonérations de cotisations patronales, l'augmentation des salaires de 300 euros net pour tous et un revenu minimum de 1500 euros net, l'arrêt des licenciements et des suppressions de postes, autant d'argent qui renflouera les caisses de la Sécu.

C'est un autre projet de société que nous défendons, une société où la santé, les moyens d'une vie digne, passent avant les profits. Comme pour les retraites, la maladie, la prise en charge de l'aide à l'autonomie est une question de répartition des richesses.



Assemblée des députés les assurances, non

Les conseils généraux sont concernés en première ligne par l'aide à la perte d'autonomie (APA), dont ils supportent autour de 70% des frais alors que l'État s'est de plus en plus défaussé du financement. Aussi, viennent-ils de faire paraître 55 propositions pour régler cette prise en charge.

Ils remettent en cause l'alarmisme gouvernemental. Il n'y a pas de proportionnalité constatée entre vieillissement et perte d'autonomie. Au sens actuel de l'APA, on passerait de 1,1 million de personnes concernées actuellement, à environ 1,4 ou 1,5 en 2030. Ce n'est « insoutenable ni socialement ni financièrement »¹. Les propositions balancent entre mesures généralistes utiles et mesures pénalisantes. Il en va ainsi de la suppression de l'obligation de l'aide alimentaire en matière d'aide sociale à l'hébergement (intégrée dans le code civil) et du maintien du recours sur succession. Maintenir le GIR 4 au bénéfice de l'APA et développer la prévention pour tous dès le GIR 6 est positif, de même que l'élaboration d'un programme de mise aux normes et d'adaptation de l'habitat des personnes âgées est incontournable. Il faudrait le prévoir également pour les personnes handicapées, car l'offre en la matière est scandaleusement insuffisante. « Formuler des préconisations de référence pour les plans d'aide » risque d'ouvrir la porte à la rationalisation budgétaire de ceux-ci. « Assurer la prise en charge à 100% des aides soignants et des AMP² dans les EHPAD³ », certainement. Mais pourquoi renvoyer les salaires

Économie contre les profits

Contre les profits

L'imposer passe par la lutte pour un service public gratuit, avec du personnel qualifié, de statut public et financé à 100% par la Sécurité sociale avec les cotisations sociales.

dès maintenant est d'ampleur et le restera quel que soit le gouvernement en place en 2012.

1. La CSG rapporte plus que l'impôt sur le revenu, toutes catégories confondues. Landais, Piketty, Saez, *Pour une révolution fiscale*. Seuil, p.44.



Départements de France: mais...

des personnels sociaux et d'animation à l'APA telle qu'elle existe? Sinon que la prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécu doit s'arrêter aux soins.

Le recours obligatoire aux assurances est rejeté pour des motifs sur lesquels nous reviendrons plus en détail. Ils notent qu'un «tel marché pour être économiquement viable pour les acteurs privés, devrait logiquement être élargi à d'autres risques pris en charge à ce jour par la Sécurité sociale»⁴. Par contre, «le système assurantiel demeure valable sous forme de complémentaires...»

En matière de financement tout y passe: contrat d'assurance facultatif (donc pour les plus aisés), aligner le taux de CSG des pensions sur celui des revenus d'activité. Et faire de la CNSA⁵ une «véritable caisse autonomie regroupant État, départements, partenaires sociaux». Hors Sécu?

On le voit, la mobilisation contre cette contre-réforme ne trouve pas que l'État sur son chemin. Les conseils généraux sont aussi en travers.

1. Document de synthèse, *Assises de la perte d'autonomie*, mai 2011. Document accessible sur leur site, www.adf.fr

2. Aides médico-psychologiques.

3. Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

4. Synthèse, p.9. C'est bien ce qu'on dit, l'assurance prépare la privatisation de la Sécu.

5. Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Droit à l'autonomie pour les personnes handicapées



Sarkozy et Bachelot vont présenter leur «réforme de la dépendance» au vote du Parlement à l'automne. Le contenu du projet de loi ne sera connu qu'en juillet prochain.

Les associations de personnes handicapées du collectif «Ni Pauvre Ni Soumis» sont inquiètes, à juste titre.

Bien que Bachelot ait annoncé que les personnes handicapées ne seraient pas concernées par le projet de loi, on est en droit de s'inquiéter de l'avenir de l'aide sociale qu'elles perçoivent quand sont stigmatisés les «assistés sociaux» et alors que Longuet déclarait l'an dernier que «la dépendance, c'est d'abord une affaire de responsabilité individuelle et familiale... et [qu'il ne fallait] renvoyer la facture à la collectivité publique que dans les cas minoritaires». Dans le rapport de Rosso-Debord, la «convergence des politiques de compensation des situations de handicap quel que soit l'âge de celui qui les subit...» est envisagée sans détour.

La dépendance est une question relative à la nature du handicap. Tous les personnes en situation de handicap ne sont pas «dépendantes». Si l'espace urbain, les bâtiments et les transports publics, les lieux de travail, l'école, les logements étaient aménagés, l'accompagnement social en aides humaines ou techniques ne serait pas aussi vital.

L'aide sociale concerne aujourd'hui 200000 personnes sous forme de la prestation de compensation du handicap (PCH) ou de l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP). En 2005, avec la PCH, des droits nouveaux ont été ouverts et financés par les conseils généraux et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Si ces allocations sont insaisissables et ne sont plus récupérables sur l'héritage de la personne handicapée depuis 2005, elles restent soumises

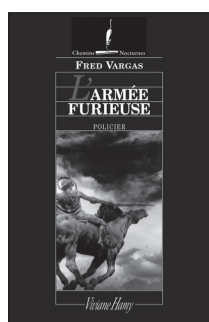
aux politiques de restrictions budgétaires des conseils généraux, de la CNSA. Les besoins sont sous-évalués et cette tendance va en s'amplifiant. La liste des aides humaines est restreinte: toilette, habillage, alimentation, élimination. Les autres besoins d'une vie autonome ne sont pas couverts: ménage, courses, aide à la communication. D'autres besoins sont systématiquement minorés dans les «plans personnalisés de compensation» négociés avec les maisons départementales du handicap (MDPH), sous prétexte qu'ils ne sont pas essentiels. L'ACTP permet tout juste de couvrir quelques heures d'aide humaine par jour alors qu'elle doit financer tous les besoins.

Par ailleurs, la priorité est donnée au renforcement de l'aide dans la famille et aux aides privées payantes. Aujourd'hui, 50% des aides humaines sont des aides familiales. Ces aides familiales, qui doivent renoncer partiellement ou totalement à leur travail, sont payées certes par un financement public mais à des tarifs bien inférieurs (de 3,47 euros à 5,20 euros de l'heure) à ceux fixés pour des salariéEs du secteur social. 70% des montants sont consacrés à des aides privées payantes (emplois directs, services mandataires ou prestataires).

Toutes les vies valent la peine d'être vécues. Il est hors de question que les «dépendants» quel que soit leur âge, aient une vie au rabais. À la privatisation rampante de l'accompagnement social, à la réduction des budgets sociaux, nous devons opposer le droit à vivre décemment dans la plus complète autonomie. Ce droit ne pourra être garanti que par une Sécurité sociale élargie, totalement gratuite, prenant en compte la perte d'autonomie et flanquée d'un service public diversifié de proximité, apte à répondre aux besoins sociaux spécifiques de cette population.



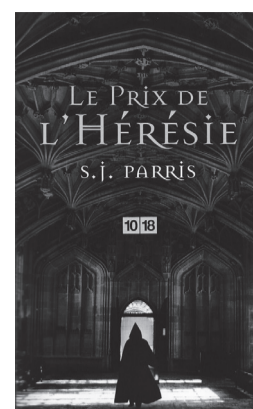
<http://www.artivisme.tv/>
Art, action politique et résistance culturelle sont trois sphères qui s'enrichissent les unes les autres sur ce site pour répondre à une question essentielle : « que signifie être artiste aujourd'hui ? »
Un ouvrage du même nom rassemble cette quarantaine d'artistes résistants. On y retrouve une définition plurielle de « l'artivisme » qui cherche à déterminer ce qui existe entre esthétique et politique. Art festif, squats et zones d'autonomie temporaire, fronde libertaire des hackers et artistes du Net, voilà l'immensité des possibles que déclinent ces artistes prônant la révolte collective face au repli individuel.



POLAR
L'ARMÉE FURIEUSE
Fred Vargas
Viviane Hamy / 19,50 euros
Il y a des accros à la drogue ou à l'alcool. Voire au sucre (ce machin qui rend le café amer quand on n'en met pas dedans, mais qui va permettre de démasquer un criminel). Vargas est accro aux mots, et fait partager son plaisir au lecteur : « drannoc » ou « cnidaire », c'est très drôle. Il faut, bien sûr, entrer dans l'univers déjanté du commissaire Adamsberg, aux prises avec des fantômes moyenâgeux en pleine campagne normande, qui doit dénouer plusieurs énigmes à la fois tout en s'occupant d'un pigeon persécuté. L'alliance d'un environnement fantastique et d'un polar très classique, c'est ainsi que Vargas avait, il y a quelques années, réussi un chef-d'œuvre absolu (pas seulement dans le polar), *L'Homme à l'envers*. *L'Armée furieuse* est de cette famille-là, bien que je lui reproche de donner, trop tôt, cent une pages avant la fin, un indice sur le vrai coupable. N'hésitez pas, rencontrez la Mesnie Hellequin !
Paul Louis Thirard



BD
LA PRINCESSE DU SANG
Tome 2
Cabanes et Manchette
Dupuis / 15,95 euros
Adapter Manchette, le célèbre auteur de polars, en BD, était un sacré pari. Il est réussi car les dessins parviennent à rendre justice à son ton incisif, à une littérature noire qui savait révéler les rapports sociaux. L'intrigue se nourrit ici d'une enfant enlevée, d'une journaliste cachée dans la Sierra Maestria à la veille de la révolution cubaine, de marchands d'armes et de barbouzes. Ce polar géopolitique, jamais achevé par Manchette, a été reconstitué à partir du travail sur ses notes du cinéaste et scénariste Doug Headlines, propre fils de l'écrivain. On peut dire que l'héritage de Manchette n'est pas trahi dans cette BD coup de poing.
Sylvain Pattieu



LIVRE
LE PRIX DE L'HERÉSIE
S.J. Parris
10/18 / 19 euros
L'auteur s'attache aux pas de Giordano Bruno, dont la biographie à elle seule est déjà un roman. Cet ancien moine, esprit libre passionné de connaissance, dut s'exiler pour échapper à l'inquisition italienne. Sa fuite le conduisit à travers l'Europe jusqu'à Oxford, en Angleterre, où il se retrouve au cœur de multiples intrigues et sur le chemin d'un étrange meurtrier. Ce roman policier historique, de facture très classique et très bien mené, dans la veine du *Nom de la rose* d'Umberto Eco, vous entraînera au cœur des convulsions religieuses et intellectuelles de la Renaissance, au côté de Bruno qui réussit ce singulier exploit de se faire « accuser d'hérésie par le pape et par les calvinistes ».
Henri Clément



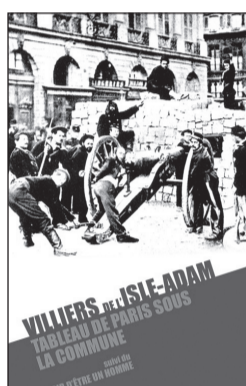
DVD
WOMEN ARE HEROES, JR
FAITES LE MUR, Banksy
Une seule chronique pour deux films qui ont comme point commun d'être réalisés par des « maîtres » du street art, Banksy dont les collages ont fait le tour du monde tout comme ceux de JR et ses regards féminins dans les favelas de Rio. À part ça, les deux films n'ont rien en commun. Banksy filme un Français qui, après avoir passé des années à filmer tout le milieu du street art mondial, passe derrière la caméra et imite à son tour les plus grands artistes lors d'une exposition extravagante. Mise en abîme prodigieuse qui pose la réflexion sur l'art, sa marchandisation pour ne pas dire de sa fétichisation. Quant à JR, il filme son travail assez spectaculaire, dans des quartiers populaires, de collage de regards de femmes dont il récolte les témoignages. De Rio au Kenya en passant par l'Inde et le Cambodge, la beauté des témoignages va de pair avec l'œuvre de JR.
Thibault Blondin

l'essai

TABLEAU DE PARIS SOUS LA COMMUNE

VILLIERS DE L'ISLE-ADAM

Sao Maï
112 pages
6 euros



Le propre des périodes révolutionnaires est de provoquer un tel ébranlement des structures sociales que les anciens repères s'en trouvent perturbés et les frontières, que l'on croyait solidement établies, s'effondrent en quelques heures : tel qui professait son amour du peuple crache de mépris sur le peuple prenant en main ses propres affaires, tel autre, issu de la noblesse, s'enthousiasme de cette effervescence prolétarienne. Cette seconde attitude est celle de Villiers de l'Isle-Adam, témoin direct des événements : « Il est ainsi, avec Verlaine et Vallès, le seul écrivain de son temps à avoir soutenu la Commune, au milieu des vociférations, des cris de haine unanimement jetés sur le charnier fumant des ouvriers parisiens par tous les Flaubert, Zola, George Sand, Anatole France, Daudet... »¹ Ce soutien, il l'exprime dans un texte intitulé *Tableau de Paris sous la Commune*, que les éditions Sao Maï ont eu la bonne idée de rééditer, accompagné d'une excellente préface. Sur les pas de cet aristocrate catholique, vous découvrirez ce Paris en pleine ébullition, où les églises, à partir de cinq heures, se transforment en club de discussion, où « l'indomptable Liberté s'est relevée, chancelante, mais appuyée sur tous ses drapeaux rouges ». Tout est saisi sur le vif, croqué en quelques traits, quelques « tableaux saisissants et inattendus » émergent du tumulte d'une bataille que l'auteur sait titanesque et qui dépasse de beaucoup les exploits antérieurs. À ce peuple de Paris, simple et sublime à la fois, qui monte à l'assaut du ciel et fait trembler les puissants, Villiers de l'Isle-Adam dit toute son admiration, de son courage, de sa bonhomie : « Et quelle meilleure réplique à l'incessante canonnade de nos ennemis acharnés que ce refrain que mille voix répètent, chaque soir [...] : les peuples sont pour nous des frères, / Mais les Versaillais des ennemis... » Une déclaration que nous faisons nôtre, sans restriction !

Henri Clément

1. Voir Paul Lidsky, *Les Écrivains contre la Commune*, La Découverte/Poche, 2010

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

EXPO **Les miroirs de bronze de Miró**

Ce qu'a fait Miró pour « détruire tout ce qui existe en peinture » est bien connu, beaucoup moins ce qu'il a entrepris d'analogue dans le domaine de la sculpture, et que met aujourd'hui en lumière la belle exposition « Miró sculpteur » du musée Maillol.

Un ensemble aussi large (101 sculptures, 22 céramiques et une vingtaine d'autres œuvres provenant pour la plupart de la fondation Maeght) n'avait pas été présenté à Paris depuis 1974, entre les murs sans jour du musée d'Art moderne. Les fenêtres du musée Maillol dispensent ce qu'il faut de lumière naturelle à ces sculptures qui datent pour la plupart du dernier quart de la vie de Miró (1893-1983). C'est que le bronze restait cher. Bien plus anciennes, les premières sculptures-objets de l'artiste catalan témoignent de la misère enjouée de sa période parisienne, entre 1920 et l'arrivée des nazis qui lui fit regagner une Espagne certes franquiste mais un peu moins dangereuse. *Portrait d'une danseuse*, plume retenue par une épingle à chapeau sur fond blanc (1928), *Table à moustache*, porte de placard supportant plume, personnages peints et petite tablette animée de ficelles (1931), sont les plus célèbres. Avec les peintures sur papier de verre, les collages de cordes et autres « peintures collages », elles définissent l'esprit de recherche surréaliste resté à l'œuvre dans ses sculptures de bronze plus tardives. Peu représentative de cet ensemble, l'effigie féminine aux formes et aux couleurs provocantes choisie pour l'annonce de l'exposition est, avec les céramiques, l'unique pièce à recourir de façon si directe aux moyens de la

peinture. Là n'était pas ce qui intéressait principalement Miró dans la sculpture, cherchant bien plutôt à s'y servir des objets les plus communs, cartons, emballages, caisses en bois, « comme en peinture des taches du papier et des accidents de la toile » avant de guetter avec le même plaisir anxieux les surprises de l'assemblage et les révélations de la fonte, dont le bronze serait la plupart du temps laissé nu, à peine verni ou légèrement oxydé. À côté du souvenir d'un grand-père forgeron qu'il prolongeait ainsi, on observe combien il s'est attaché à approfondir les procédés d'invention surréaliste, tel le frottage découvert par Ernst en 1925. Aux créations ou plutôt aux créations qui en résultaient avec assez d'imprévu, il a souvent donné le titre, non pas de « femmes », comme indique l'exposition, mais de « dames » (done), ainsi qu'elles apparaissent et qu'on les nomme dans les contes de fées.

« Il y a un MIROir dans le nom de Miró », cet alexandrin est de Prévert. Mais qu'est-ce qu'un miroir ? « Une machine qui met les choses en relief loin d'elles-mêmes », répondait à Diderot l'aveugle-né du Puisseaux. On croirait volontiers que Miró en a déduit le principe de ses sculptures, faisant à la fois surgir à distance des objets en relief et rendant réversible le passage des choses solides à leurs reflets. Diderot se récriait quand le même aveugle ajoutait : « Un



TÊTE DE FEMME ET OISEAU, BRONZE, 1972 102 x 70 x 44 CM
© SUCCESIÓ MIRÓ/ADAGP, PARIS 2011
ARCHIVES FONDATION MAEGHT, SAINT PAUL
PHOTO CLAUDE GERMAIN

miroir est une machine qui nous met en relief hors de nous-mêmes », pensant peut-être à d'autres sortes de machines, les miroirs magiques, le miroir noir de l'Azèque Moctezuma conservé à Paris, ou celui qui permit à Alice de s'aventurer *De l'autre côté du miroir*. C'est en tout cas ce qui rend les miroirs de bronze de Miró si accueillants aux regards et aux rêves qui les traversent.

Gilles Bounoure

« Miró sculpteur », Musée Maillol, 61 rue de Grenelle, 75007 Paris, jusqu'au 31 juillet.



FEMME ET OISEAU, BRONZE, 1973
154 x 88 x 50 CM
© SUCCESIÓ MIRÓ/ADAGP, PARIS 2011
ARCHIVES FONDATION MAEGHT, SAINT PAUL
PHOTO CLAUDE GERMAIN

« Une personne incarcérée demeure une personne humaine à part entière »

Depuis 1996, « considérant que l'emprisonnement est une atteinte à la dignité de la personne », l'Observatoire international des prisons (OIP) agit pour la défense des droits des personnes détenues. À l'issue de son assemblée générale annuelle, son ex-président Gabi Mouesca a répondu à nos questions.

À l'OIP, on ne parle pas de « détenus » mais de « personnes détenues »...

La défense de la dignité des personnes détenues passe aussi par les qualificatifs utilisés à leur endroit. Imposer le terme « personne détenue » et non un qualificatif tel que « détenu » permet de rappeler que la personne incarcérée est, et demeure, une personne humaine à part entière. Au XXI^e siècle, nous en sommes encore là. C'est dire le travail profond restant à faire pour que les personnes détenues se voient respectées sur le plan de ce que nous considérons comme les droits fondamentaux.

Face au record de surpopulation carcérale, le ministre de la Justice se vante de l'augmentation du nombre de places par la construction de nouvelles prisons et le développement de l'aménagement des peines. Ta réaction ?

Dire que la construction de nouvelles prisons est la réponse au problème de la surpopulation est un mensonge éhonté. L'histoire en est témoin. Chaque fois que l'on construit une prison, elle est l'objet d'un remplissage rapide et une situation de sur-effectif s'ensuit. La réponse responsable est de ne pas sanctionner par une peine de privation de liberté celles et ceux qui n'ont pas commis d'actes attentatoires à la personne humaine par exemple et de promouvoir les sanctions « intelligentes », celles qui répondent à la logique de réparation, de reconstruction. Quant aux aménagements de peine, il s'agit de leur donner un contenu permettant vraiment à la personne ayant commis un acte répréhensible – et condamnée pour cela – d'avoir les moyens de vivre dans la dignité. C'est-à-dire avec les éléments qui assurent un quotidien répondant au socle de ce que l'on considère dans notre société comme la dignité : l'accès aux soins, à l'éducation, au logement, à la formation, au travail, à l'épanouissement par la culture, l'art etc.

L'OIP a effectué un travail intensif de lobbying auprès des parlementaires pour amender la loi pénitentiaire. Les résultats sont-ils à la hauteur de cet investissement ?

Dire que la loi pénitentiaire a été un « loupé historique » est un euphémisme. Nous avons travaillé dur pour que cette loi provoque une véritable révolution culturelle en milieu pénitentiaire. Il n'en a rien été : la logique sécuritaire continue de s'imposer de façon écrasante. Tout ce qui pourrait constituer un semblant de progrès est conditionné aux impératifs de sécurité, à la logique qui depuis des décennies empêche que le mot réinsertion (ou insertion) soit autre chose qu'un affichage sans réel contenu. Mais nous continuons de défendre l'idée que le respect des droits des personnes détenues et de leur dignité n'est pas négociable et que la prison doit cesser d'être cette « mangeuse d'hommes » trop souvent utilisée. Il est temps de nous poser les bonnes questions concernant la prison : qui y met-on ? Pourquoi ? Les réponses qui en découleront seront celles qui, malheureusement,



GABRIEL MOUESCA (MARIANNE BLIMAN)

s'imposent depuis que la prison existe dans notre société ; la prison est la peine du pauvre et un des outils de la gestion de la pauvreté. Une société dont le fonctionnement est basé sur les inégalités, l'injustice a dans ses rouages la prison. Cela doit cesser !

Le monde carcéral bouge : les surveillants, les personnels d'insertion/probation et même les directeurs de prison se sont mobilisés contre divers aspects de la politique carcérale. Du côté des personnes détenues, la contestation s'exprime individuellement notamment par des courriers au contrôleur des prisons ou à l'OIP. Les personnes détenues ou leurs familles exercent-elles des actions collectives ?

Les actions collectives des prisonnierEs et de leur famille sont rares en comparaison de ce que nous avons connu dans les années 1980. Les gens se mobilisent peu aussi dehors, il faut bien le reconnaître. Cela s'explique, entre autres, par les peurs, les incertitudes. Mais aussi par la présence, de plus en plus nombreuse, de personnes malades, très loin des logiques de revendication ou de défense des droits. En prison, l'administration pénitentiaire a des pratiques qui distillent la peur à tous niveaux. La menace de transfert, de perte du poste de travail, de sanctions diverses, de pertes de remise de peines, de refus d'aménagement de peine, sont autant de méthodes utilisées pour calmer les ardeurs de celles et ceux qui voudraient légitimement dénoncer le sort qui leur est réservé. Mais l'avenir peut aussi à nouveau être celui de révoltes individuelles ou collectives. À force de tirer sur la corde, elle casse...

Parle-nous du travail en prison.

Le travail en prison, dit la loi, est un outil au service de la réinsertion. En fait, pour beaucoup de prisonniers, il est synonyme d'exploitation. Le droit du travail ne s'applique pas en prison. C'est la porte ouverte aux abus divers des donneurs d'ordre, qu'ils soient de l'administration pénitentiaire ou des sociétés privées. Il faut

exiger que le droit du travail s'applique aussi en prison ; que les syndicats intervenant en milieu pénitentiaire pour défendre les intérêts catégoriels des personnes de l'administration pénitentiaire fassent preuve de dignité en refusant que les « travailleurs détenus » soient des sous-travailleurs, surexploités, mis au ban de la logique du droit.

Tu n'es pas seulement l'ancien président de l'OIP, tu es aussi ancien militant d'Iparretarrak' et, à ce titre, tu as fait dix-sept ans de prison. Qu'en est-il de la question des prisonniers politiques basques en France ?

Il y a près de 170 prisonnierEs politiques basques dans les prisons françaises. Un processus de paix est en marche depuis plusieurs mois maintenant, à l'initiative d'ETA. Nous attendons que les autorités françaises et espagnoles s'engagent sur la voie de la paix en ayant des actes forts tels que la libération des prisonnierEs malades, la remise en liberté de celles et ceux pouvant bénéficier d'aménagements de peine, et le regroupement et le rapprochement de ces prisonnierEs. Ceci avant l'amnistie totale qui ne manquera pas de se produire lorsque les conditions d'un règlement politique définitif de ladite question basque seront décidées de part et d'autre.

Propos recueillis par Jean-François Jezequel

1. Organisation indépendantiste basque

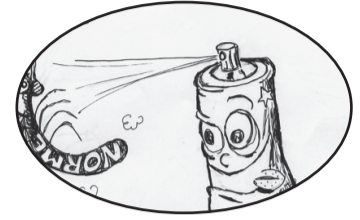
Quelques données :

64 584 personnes incarcérées au 1^{er} mai 2011 contre 64 250 en juillet 2008 et ce pour 56 500 places : record battu !

Nouvelles prisons : 25 soit 70 000 places prévues en 2018, selon le ministre.

7 000 placements sous bracelet électronique soit + 25% en un an ; objectif : 12 000 en 2012 toujours selon le ministre.

Normicides



Je rote et je pète. Je le fais souvent bruyamment. Tout le monde trouve cela dégoûtant, mais moi, j'aime bien. Je trouve ces actes libérateurs quelque part ; et cela se ressent physiquement. Dans certaines cultures, le rot après manger était signe que l'on avait apprécié le repas, et c'était une manière de rendre hommage à celui qui l'avait préparé. Moi, la période de la journée pendant laquelle je rote le plus, c'est souvent après le goûter, ce doux moment où je peux consommer des tonnes de gâteaux.

Quant aux pets, ils s'étalent sur toute la journée de façon très régulière. D'ailleurs je devrais peut-être consulter étant donné que je pète probablement plus que la moyenne. J'aime faire sonner le bruit du pet. Tout comme le bruit du rot. Je trouve qu'ils ont tous les deux quelque chose de joyeux, de festif. Un psychiatre avait une théorie selon laquelle les ados qui parlent de merde sans arrêt étaient ceux qui voyaient leur avenir « bouché ». D'un point de vue psychanalytique, je pense donc que le fait de péter consiste à « déboucher » symboliquement mon avenir, à m'en libérer ; moi pauvre jeune de 22 ans qui fait des études, qui n'arrive à rien dans mon master, qui n'a pas de projet d'avenir, et qui n'a jamais eu de petit copain ni de petite copine de sa vie... non pas parce que je dégoûte les autres avec mes pets et mes rots, non – en société je garde un peu de discrétion : je ne pollue les oreilles et les nez que des membres de ma famille... parfois avec mes parents, on fait même un concert, le soir devant la télé.

Le normicide est un texte court qui raconte une expérience individuelle, donc subjective, sans prétendre au traitement exhaustif du sujet abordé. Il ne s'agit pas de créer des contre-normes, mais de déconstruire avec impertinence celles qui nous cernent et d'inviter chacunE à l'autodétermination. Soumis à la réflexion collective, il devient politique. Les textes sont retravaillés et assumés par l'équipe Normicides, c'est pourquoi ils ne sont pas signés individuellement.

CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Envoie-le à la rédaction de Tout est à nous ! qui le transmettra à l'équipe Normicides.

courrier

Les enfants discriminés de saint-Gratien. M. L. (95) : Le 11 mai, la famille Sougiapopy (la mère enceinte, le père et leurs six enfants) a failli se retrouver à la rue. Cette famille, hébergée depuis l'été dernier à Saint-Gratien (Val d'Oise), a obtenu le statut de réfugié politique après deux ans d'attente, leur permettant d'obtenir une carte de séjour de dix ans. Les aides qui leur avaient été attribuées ont été supprimées.

À cause d'un problème d'adresse (dû au refus de la mairie d'accepter les nouveaux arrivants), les caisses d'allocations familiales se renvoient le dossier. Les assistantes sociales de la ville et du conseil général ont reçu l'ordre de ne pas lever le petit doigt (pas seulement

pour nous écrire : redaction@npa2009.org ou 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Mntreuil Cedex

pour cette famille, mais pour tous les habitants du foyer). Ils ont un sursis jusqu'au mois d'août, période à laquelle on veut les mettre, illégalement, à la porte car leurs soutiens seront partis en vacances... Ils ont droit à un logement d'urgence ainsi qu'au RSA. Le 26 mai, le « Collectif du 35 rue du Général-Leclerc » (adresse de l'hébergement), a envahi avec une cinquantaine de personnes le conseil municipal de Saint-Gratien pour que les enfants du foyer puissent enfin accéder, comme tous leurs petits camarades, aux activités périscolaires, ce qui leur a toujours été refusé par la mairie. Le collectif est venu apporter au début de la séance, 1 368 signatures recueillies sur une pétition qui demande le respect de

l'article 27 de la Convention internationale des droits de l'enfant. L'initiative a fort déplu à Mme Eustache-Brinio, première magistrate UMP de la ville, qui au cri strident de « Ce n'est pas à l'ordre du jour », répété plusieurs fois, a obtenu le vote de l'organisation d'une séance à huis clos et a fait procéder à l'évacuation de la salle par la BAC. Dans une ambiance fleurant bon la révolte, une grande partie de la majorité, suivie du groupe PS, a quitté la salle du conseil. C'est finalement à une élue de l'opposition, membre du collectif, qu'a échu la responsabilité de lire une déclaration écrite par le collectif qui était venu dans l'espoir d'établir un dialogue avec la municipalité !

Saint-Denis, maternité en danger, personnel mobilisé.

Depuis le 19 mai, les personnels de la maternité de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis (93), soutenus par les syndicats SUD, CGT, FO et CFDT, sont en grève reconductible contre les mesures d'austérité de la direction et du gouvernement.

Afin de sensibiliser les usagers et la population sur les raisons de leur mobilisation, les grévistes organisent différentes actions à l'hôpital mais aussi en ville. Après un rassemblement de solidarité devant la maternité, le mardi 24 mai, nous avons retrouvé les grévistes au marché de Saint-Denis, le dimanche 29. Ils y ont installé une table pour recueillir des signatures et des dons. De nombreuses personnes, parmi lesquelles des femmes qui ont accouché dans cette maternité, ont pu ainsi manifester leur solidarité.

Stéphanie, jeune sage-femme, activement impliquée dans la mobilisation, nous parle simplement mais avec conviction des revendications du personnel : « *Nous allons avoir de nouveaux locaux mais il faut plus de personnels pour assurer la qualité du service et la sécurité des mamans et des bébés. Or, c'est le contraire qui est en train d'être mis en place : réduction des effectifs, développement de la polyvalence. On va demander au personnel d'être à la fois aide-soignants et auxiliaires de puériculture... Une puéricultrice pour 30 ou 40 bébés dans l'après-midi. Le service d'IVG au 2^e étage mais le personnel concerné au 1^{er}. En étant en sous-effectifs depuis des années, nous avons déjà touché un seuil critique.* »

Une trentaine de sages-femmes assurent 3 200 accouchements par an dans des conditions difficiles. Même si la fatigue gagne le personnel, il ne veut en aucun cas que la santé des usagers de la maternité soit mise en danger. Comme les grévistes le signalent « *Naître, c'est le premier acte social de tout individu, accoucher, c'est un acte citoyen, c'est initier l'avenir, pouvoir être entourée lorsque se termine une grossesse non désirée, c'est pouvoir plus tard se projeter dans l'avenir. C'est aussi un droit.* » Stéphanie le souligne, « *nous irons jusqu'au bout ; nous n'abandonnerons pas nos mamans et nos bébés.* »

Avec le soutien des personnels et des usagers, l'intersyndicale se prépare pour un nouveau tour des négociations pour la création des postes nécessaires pour un service public de qualité et en refusant activement la politique d'austérité et de la casse sociale.

Secteur automobile : construire une riposte internationale.

Les 28 et 29 mai, des militants de l'automobile des entreprises Fiat Italie, Fiat Pologne, Ford France, Ford Espagne, Opel Pologne, Renault France, Renault Espagne, PSA, Volvo Trucks, Seat, Nissan et Volkswagen se sont rencontrés à Amsterdam.

Nos échanges ont confirmé que partout le patronat multiplie ses attaques contre l'emploi, les conditions de travail et les salaires. La politique de Fiat et la pratique de référendums-chantages, cherchant à faire accepter la remise en cause des conventions collectives gagnées dans les décennies précédentes, illustrent la volonté de remise en cause des droits acquis.

Contre cette politique et le poison nationaliste qui divise les travailleurs, la solidarité internationale est plus que jamais à l'ordre du jour. Le mouvement ouvrier est en retard face à ces attaques patronales. Comme ont commencé à le faire les camarades de Fiat Pologne et Italie, nous devons construire des ripostes communes. Nous avons décidé de mettre en place un réseau permanent d'information ouvert à tous les courants et militants qui refusent d'accompagner la crise du patronat de l'automobile. Nous appelons à la convergence avec les initiatives déjà existantes allant dans le même sens. Cette réunion se tenant alors que les rassemblements des « indignés » dans les villes de l'État espagnol se heurtaient à la répression policière, nous avons, au côté de nos camarades espagnols, affirmé notre totale solidarité avec ces mobilisations.

Robert Pelletier

Déni de justice

Le 4 avril 2009, lors de la manifestation contre la tenue du sommet de l'Otan à Strasbourg, Catherine Stotzky a été blessée par un tir de grenades lacrymogènes, alors qu'elle défilait pacifiquement à l'intérieur du cortège du NPA. Voilà deux ans qu'elle mène les démarches judiciaires auprès du tribunal de Strasbourg pour que cette violence policière soit reconnue, expliquée et sanctionnée. Sa plainte a dans un premier temps été « perdue ». Elle a ensuite été classée par le procureur de Strasbourg, au motif qu'« *une opération de maintien de l'ordre peut causer des désagréments aux personnes participant aux manifestations* » ! N'acceptant pas que la blessure dont elle garde des séquelles soit considérée comme un simple « désagrément » et qu'il soit jugé normal qu'une manifestante puisse être blessée par les forces de l'ordre en toute impunité, elle s'est constituée partie civile.

Ces derniers mois, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer le mandat d'arrêt européen (MAE). Un Manifeste contre le MAE et les juridictions d'exception en Europe, pour la liberté d'Aurore Martin, est aujourd'hui signé, au niveau du Pays basque comme au niveau hexagonal, par de nombreuses personnalités : les écrivains Stéphane Hessel et Albert Jacquard, les historiens Maurice Rajsfus et Benjamin Stora, Michel Tubiana de la LDH, Patrick Baudoin de la FIDH, Pascale Maelman du Syndicat des avocats de France, Thomas Coutrot d'Attac, pour n'en citer que quelques-uns ; des représentantEs ou membres de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives ; des éluEs (80 d'entre eux avaient rendu public un texte où ils se déclaraient prêts à accueillir chez eux Aurore Martin). Une large unité se réalise pour défendre les libertés démocratiques.

Le collectif du Pays basque contre le mandat d'arrêt européen organise le 18 juin à la Halle d'Iraty à Biarritz une journée de débat et de mobilisation, à laquelle appellent les signataires du Manifeste. Une première table ronde aura lieu le matin à 10 heures sur la question du MAE et des lois d'exception, une seconde se tiendra l'après-midi à 16 heures sur la résolution du conflit politique basque. La journée se clôturera par un meeting à 19 heures, une fête populaire et un concert le soir.

Le mandat d'arrêt européen (MAE) continue de frapper les militantEs basques. Aurore Martin, de nationalité française, membre de l'organisation indépendantiste Batasuna, reste cachée pour échapper à la police. Elle risque douze ans de prison si elle est livrée à Madrid, simplement pour s'être exprimée sur son engagement politique, publiquement, dans l'État espagnol où Batasuna (légale en France) est interdite. Les huit jeunes de Segi (organisation de jeunes indépendantistes) de nationalité espagnole qui s'étaient réfugiés en France sont aujourd'hui en prison en Espagne, ayant été remis à Madrid après des arrestations où la police française s'est distinguée par son comportement particulièrement violent. Le MAE repose sur « *un degré de confiance élevé entre les États européens* ». Cela permet à la France de remettre Aurore Martin à l'État demandeur, l'Espagne, où sévissent juridictions d'exception et torture ; il a suffi pour cela que l'État espagnol qualifie de criminelles les oppositions qu'il se refuse à reconnaître, comme Batasuna. La question de fond est politique. La racine du conflit réside en effet dans le fait que l'État espagnol nie obstinément le droit à l'autodétermination pour le peuple basque.

MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN Liberté pour Aurore Martin



On imagine facilement l'extension de l'application du MAE à des militantEs politiques, syndicaux ou associatifs de l'espace européen... Dans cette période de crise du capitalisme, de luttes et de résistances sociales, le MAE est de fait un outil qui permet de museler les oppositions politiques. Il n'est pas « détourné » lorsqu'il sert, comme actuellement au Pays basque, à réprimer des opposants à l'État espagnol. C'est pourquoi il ne peut être révisé pour en faire un MAE « acceptable ». Conçu pour la répression politique, il doit être clairement supprimé. L'enjeu est de construire un mouvement large pour exiger et obtenir son abrogation pure et simple.

Claude Larrieu

Après 136 jours de grève, victoire des précaires de l'ENS !

Le 25 mai, un protocole d'accord a été signé entre la directrice de l'École normale supérieure, Monique Cantos-Sperber, d'une part, et l'assemblée générale (AG) des personnels en grève, des étudiantEs mobiliséEs, les syndicats locaux Ferc-Sup-CGT et SUD-Étudiant, d'autre part. Il aura fallu sept mois de lutte, 136 jours de grève, de nombreux blocages, l'occupation des bureaux de la direction durant quatre semaines, près d'une centaine d'AG démocratiques et souveraines, le soutien des fédérations de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la fonction publique, le combat de l'AG et des syndicats locaux combattifs contre des bureaucrates locaux et nationaux qui ont tenté de négocier dans le dos de l'AG... Mais le résultat est une victoire importante :

- 22 précaires ont gagné un CDI : 19 employés présentEs depuis plus de trois ans à l'ENS, ainsi que les trois grévistes qui n'ont pas encore cette ancienneté ;
- dans les mois et années à venir, toutE précaire atteignant trois ans d'ancienneté

- bénéficiera automatiquement d'un CDI ;
 - prime annuelle de 1 000 euros bruts pour les CDD et de 900 pour les CDI, grille indiciaire pour touTEs les contractuelLES alignée sur celle des fonctionnaires, permettant que soit enfin prise en compte leur ancienneté ;
 - paiement des jours de grève à 83% ;
 - mutation-sanction interne et enquête disciplinaire contre l'odieux chef de cuisine qui maltraitait et injuriait les personnels ;
 - engagement de la direction à ce que la gestion du restaurant, de l'internat et du ménage ne soit externalisée ni au privé ni au Crous ;
 - les postes de fonctionnaires éventuellement accordés dans le cadre de la loi Tron seront proposés en priorité aux contractuelLES de catégorie C sans qualification (titularisables sans concours) ;
 - féminisation du protocole d'accord.
- La stagnation du rapport de forces, la fatigue des grévistes, l'arrivée des examens, le déficit de la caisse de grève à la fin n'ont pas permis de continuer la grève pour la

titularisation : Péresse, soutenue par l'intervention directe de l'Élysée, n'a pas concédé les quatorze postes que le secrétariat d'État à la Fonction publique avait proposés. Il n'a pas été possible non plus de contraindre la direction de l'ENS à demander ces postes (elle n'en veut que pour les catégories A !). Enfin, la direction a refusé de retirer les cinq plaintes déposées et de s'engager à ne pas sanctionner élèves et grévistes. Le risque de suites judiciaires et disciplinaires est donc réel – mais les grévistes se sont engagéEs à reprendre la grève à la moindre annonce de sanction. Cela n'enlève rien à l'évidence de la victoire ! La leçon qui en découle est que, même dans une situation sociale globalement peu favorable, la grève dure, la caisse de grève, la force de l'unité dans la lutte, la démocratie ouvrière en acte et l'expérience des militantEs politiques sont les ingrédients qui permettent de gagner.

Comité NPA de l'ENS

Manifestations antiracistes du 28 mai : demain on continue !

Rappelons l'origine de la mobilisation nationale du 28 mai : un appel initié par deux universitaires visait à combler le manque de riposte unitaire nationale « *contre le racisme, la politique d'immigration du gouvernement et pour la régularisation des sans-papiers* ». Le bilan de cette journée est donc à faire bien au-delà des chiffres.

Plus de 70 collectifs locaux se sont montés dans toute la France depuis le mois de janvier dernier, donnant lieu à des initiatives (rassemblements, manif, pique-niques, projections-débats, etc.) dans de nombreuses villes du territoire. Cela témoigne d'un dynamisme évident et c'est déjà une preuve de la réussite de la campagne « *D'ailleurs nous sommes d'ici* ».

Par exemple, le coordinateur du collectif local de Menton (ville à la frontière italienne) témoigne ainsi de l'initiative prise

le 28 mai : « *Nous étions 150 côté France, il y avait environ 100 personnes côté Italie avec plus de 70 migrants tunisiens, mais quelque 200 policiers (français et italiens), impossibilité de passer la frontière pour faire notre pique-nique en commun. Nous avons pu faire une merveilleuse chaîne humaine et avons fait passer les drapeaux français, italien et tunisien d'un bout à l'autre de la chaîne [...]* »

Cette campagne a rendu possible la convergence des militantEs de dizaines d'organisations locales ou nationales, des migrants tunisiens, des collectifs de sans-papiers, de soutien aux Roms, de lutte contre l'islamophobie, des quartiers populaires et contre les violences policières...

Se voulant une contribution à l'émergence d'un mouvement de société, elle a permis d'interpeller des artistes, des intellectuels et des élus. Elle a offert un cadre à toutes

celles et tous ceux qui souhaitent s'investir et agir contre le racisme, le gouvernement et l'extrême droite. En un mot, elle a permis le renforcement d'un véritable mouvement antiraciste.

Compte tenu du nombre d'organisations signataires, on aurait pu espérer des initiatives plus massives ce jour-là. Celles et ceux qui se sont impliqués dans cette campagne ont pu constater que l'investissement de ces structures a été, pour le moins, inégal. Pour répondre aux enjeux de la situation imposés par l'offensive raciste actuelle des classes dominantes, cela devra changer.

Vanina Giudicelli

Le 4 juin se tiendra une assemblée de bilan à Paris. Ouverte à tous, elle devra permettre d'étendre cette campagne et aventure collective naissante. Les infos sur : www.dailleursnousmesdici.org

TEXTE A Rassembler le parti autour d'une candidature et d'une campagne anticapitaliste

La lecture dans *Tout est à nous!* du 19 mai de la tribune des camarades défendant la motion B, minoritaire au CPN, surprend par la volonté délibérée de diviser, de cliver le parti en accentuant les désaccords plutôt que de chercher les voies et moyens de les surmonter. Le désaccord entre les deux motions porte sur l'opportunité de poursuivre les discussions dans la perspective des échéances électorales de 2012 et d'annoncer la possibilité du retrait de la candidature du NPA. Nous souhaitons que la motion A soit le plus largement majoritaire parce que nous pensons que les propositions contenues dans la motion B fragilisent et compromettent notre candidature. Nous souhaitons cette majorité pour permettre à tout le NPA, et au-delà à toutes celles et ceux qui le souhaitent, de mener une campagne politique dynamique et ouverte, une campagne sur la base du programme du NPA. Ce programme, ce que nous aurons à dire à des millions de gens dans la campagne électorale est partagé très majoritairement dans le NPA et a été voté plusieurs fois. Il reste non seulement à actualiser et préciser les différents points, mais

encore à les articuler dans un discours public et à les hiérarchiser, savoir sur quoi on insiste, comment on le formule, avec quels arguments.

La stigmatisation ne fait pas une politique. Nos camarades savent qu'ils défendent une orientation qui dans la pratique n'est pas possible. Ils le savent comme tout le monde puisque le Front de gauche a choisi son candidat et qu'il n'y a pas de candidat issu du mouvement social. C'est un fait, quoi que l'on pense de cette éventualité aujourd'hui. Cela suppose bien sûr que nous soyons d'accord les uns et les autres sur le constat qu'entre le Front de gauche et nous, il y a un désaccord stratégique de fond. Le Front de gauche se situe dans une perspective institutionnelle d'union de toute la gauche, pas nous. C'est bien cette divergence de fond qui justifie nos existences séparées. Les camarades défendant la motion B la minimisent pour souhaiter un bloc des anticapitalistes et des antilibéraux.

Pour nous, c'est bien ce constat qui nous conduit à défendre une orientation visant à unir notre parti autour de son ou sa propre candidatE pour développer un programme

de rupture anticapitaliste et porter les exigences du monde du travail, des jeunes. Cela ne veut pas dire que nous soyons tous d'accord sur les questions stratégiques, que nous ayons surmonté toutes nos divergences, en particulier les discussions qui ont eu lieu à propos du document «*Nos réponses à la crise*». Mais nous avons dans le projet même de fondation du NPA, comme dans les perspectives que nous mettons en œuvre dans le travail militant quotidien, les bases pour rassembler le plus largement possible les militantEs du NPA et répondre aux besoins de la situation sur le terrain des luttes et bien sûr dans les élections.

Espérons que nous saurons, à l'issue de la conférence nationale, nous unir pour défendre notre programme d'urgence sociale, démocratique, écologique, un programme pour en finir avec la dictature des banques et de la finance, vers un gouvernement démocratique des travailleurs issu des mobilisations.

Armelle, Christine, Jean-François, Marie-Hélène, Sandra, Yvan.

TEXTE B Quel est l'enjeu de la CN? (épisode 1)

La conférence nationale du NPA a pour objet de trancher la démarche et l'orientation de notre parti pour les élections de 2012. Le processus engagé doit donc, tout à la fois, définir le profil de la campagne, engager la discussion sur le programme et arrêter le nom du candidat ou de la candidate. Lors du CPN de mai, nous avons défendu une approche d'ensemble, cohérente que traduit le texte B que nous soumettons au vote des militantEs. Ce texte, propose de présenter une de nos porte-parole comme candidate et défend en même temps la poursuite d'un projet de rassemblement des anticapitalistes. Il s'appuie sur le texte programmatique voté lors de notre congrès, «*Nos réponses à la crise*».

En revanche du côté du texte A, c'est le flou qui domine: «*Cette CN discutera du programme défendu lors de cette échéance et arrêtera le nom de notre candidatE à l'élection présidentielle*», nous dit-on. Fort bien, cette CN est faite pour cela, mais que proposent les camarades à l'organisation?

Sur le profil, le texte A en reste aux généralités, en appelant aux luttes et à la solidarité

avec les révolutions arabes. Sans doute ne pouvait-il en être autrement pour parvenir à un accord au sein d'un attelage aussi hétéroclite, rassemblant des camarades de l'ex-P1 qui avaient voté la motion majoritaire au CPN du mois de mars sur la démarche de rassemblement, et des camarades qui s'y étaient farouchement opposés. Notons tout de même ce qui semble constituer le point d'accord entre les signataires: «*Nous cherchons à rassembler dans cette campagne toutes celles et ceux qui s'y reconnaissent*». Le profil du NPA, est donc clair, regrouper celles et ceux qui sont déjà d'accord avec lui. Disons qu'en termes de profil de rassemblement, on a connu des perspectives plus ambitieuses.

Sur le programme, les choses sont formulées comme suit: «*Les éléments précis et actualisés de ce programme feront l'objet d'une élaboration collective de l'ensemble du parti, travail dont la conférence nationale de juin constitue le point de départ*». On a bien lu, le point de départ. Mais alors, il y a un petit problème démocratique. En effet, les militantEs vont voter, des déléguéEs seront

désignéEs mais sur quoi donc seront-ils mandatés, et que prendront-ils dans le cours de la conférence nationale comme base de travail pour définir le programme porté aux présidentielles? Le texte «*Nos réponses à la crise*», majoritaire au congrès mais qualifié à l'époque par les camarades de la P2 de texte «*réformiste et keynésien*»? Celui proposé par la P2 au congrès? Un laborieux compromis entre les deux? La logique est étrange. On constitue pour la CN un front du refus, structuré contre la possibilité de rallier le Front de gauche (comme si la question se posait!) et les déléguéEs ayant voté A se chargent du reste durant la CN... Il faudrait pourtant éviter de ne pas tenir compte du vote des militantEs (sur «*Nos réponses à la crise*») et de présenter un texte a minima qui ne permet pas aux militantEs de se saisir de l'ensemble du débat. Alors que l'enjeu est substantiel et porte sur le projet même du NPA.

Marie-Do Bartoli, Guillaume Liégard

TEXTE C Pour une campagne anticapitaliste et révolutionnaire, donnant aux luttes une expression politique indépendante

Contrairement à ce que pourraient croire les lecteurs des deux derniers *Tout est à nous!*, il n'y a pas deux, mais bien trois textes pour la conférence nationale. C'est la première fois que s'expriment ici les partisans du «*texte C*».

La crise du capitalisme touche de plein fouet les exploités et les opprimés. Mais elle aiguise aussi leur résistance à l'austérité, au chômage et à la précarité. Les processus révolutionnaires dans les pays arabes, l'intervention impérialiste visant à les stopper, la mobilisation en Espagne, les luttes déterminées quoique dispersées en France créent une situation qui justifie pleinement la proposition de construire un NPA révolutionnaire, internationaliste et anti-impérialiste.

C'est pourquoi la discussion sur la campagne présidentielle engage davantage que la stratégie électorale. La conférence nationale doit être l'occasion d'un débat pour surmonter la crise de notre parti, clarifier les ambiguïtés permanentes qui nous paralysent et mieux définir le NPA que nous voulons.

Notre parti, pour être conséquent, doit affirmer son projet de rupture révolutionnaire

avec ce système. Ce faisant, il démontrera ce qui le distingue radicalement des organisations réformistes qui ne prétendent, comme le Front de gauche, qu'humaniser le capitalisme... et en fait le cogérer avec le PS. Il faut au contraire le renverser et s'en donner les moyens, qui n'ont rien à voir avec la «*révolution par les urnes*». C'est dans et par les luttes, par l'auto-organisation, le front unique dans l'action et la démocratie ouvrière, que pourra se mener l'affrontement décisif avec les exploités, tout en contrant les directions syndicales et leur collaboration de classe. Ni baguette magique ni recette schématique, la grève générale, dont le spectre a hanté cet automne, sera nécessaire pour créer un rapport de forces qui puisse contester frontalement le droit des capitalistes à sacrifier nos vies pour leurs profits. Il s'agit donc d'avancer un programme de transition partant des revendications formulées dans les luttes, en développant la logique jusqu'à poser la question du pouvoir: seul un gouvernement des travailleurs fondé sur leurs organes démocratiques d'auto-organisation, liquidant les institutions bourgeoises, pourra satisfaire ces revendications, atteignant directement le pouvoir de la

classe dominante pour changer radicalement la société, vers le communisme, sans classes et sans État.

Nous n'attendons rien de ces élections qu'une occasion de populariser les luttes et d'exposer notre programme à une large échelle, d'expliquer en quoi, bien loin d'être «*utopique*» ou «*archaïque*», c'est la seule perspective réaliste à mettre en œuvre si l'on veut défendre jusqu'au bout les intérêts des travailleurs. Nous pouvons mener cette campagne en œuvrant au regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires, à la fois avec les militants de l'avant-garde des luttes, des syndicalistes lutte de classe, et en ouvrant la discussion avec LO, tout en assumant nos réelles divergences. Sinon, le NPA se présentera seul à la présidentielle. Mais l'essentiel est de concevoir notre campagne comme un moyen de construire le parti dont l'activité principale doit se centrer dans les luttes, les entreprises, les quartiers, la jeunesse.

Daniela, Ludivine, Ludovic, Vincent, membres du CPN

S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° DE COMPTE

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

CLÉ RIB

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

- Tarif standard**
- Hebdo 6 mois 1 an
28 euros **56 euros**
- Mensuel 6 mois 1 an
22 euros **44 euros**
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
20 euros **40 euros**
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
38 euros **76 euros**

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Grèce: l'internationale des indignés. Pour la sixième fois, des manifestants se sont rassemblés lundi 30 mai, à l'appel d'un collectif des « indignés », pour protester contre l'austérité imposée par le gouvernement, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI). La veille, le dimanche, ils étaient 30 000 devant le Parlement à Athènes et 4 000 à Salonique. Ces rassemblements se poursuivent tous les soirs et un village de tentes a été constitué sur la place d'Athènes. Très durement frappé par l'austérité et le chômage, le peuple grec fait ainsi la jonction avec les mobilisations des indignés d'Espagne. Le gouvernement grec a annoncé une nouvelle série de privatisations – dont celle des télécommunications et de la poste – et un nouveau durcissement des mesures d'austérité. Ces nouvelles privatisations ont été préconisées par Sarkozy lui-même, comme conditions essentielles à l'obtention d'un nouveau prêt européen. Il est même demandé à la Grèce que l'argent récolté par ces privatisations ne soit pas géré par le gouvernement mais par une agence internationale extérieure. Cette perte de souveraineté de l'État sur son propre argent est un symbole de la mainmise des créanciers internationaux sur la destinée du pays. Les employés de la compagnie nationale des télécommunications, dont 30%

sont déjà détenus par Deutsche Telekom, ont bloqué toute la matinée du 27 mai une des principales artères d'Athènes en signe de protestation. La dette grecque dont le remboursement plonge des millions de gens dans la misère est détenue par des investisseurs fortunés. L'opposition aux mesures d'austérité imposées pour son remboursement est de plus en plus forte dans les rues du pays. Les deux grandes centrales syndicales menacent d'appeler à la grève.

Syrie: le martyr d'Hamza.

Jour après jour, Bashar al-Assad révèle le régime de terreur qu'il inflige au peuple syrien révolté. Le jeune Hamza Ali al-Kateeb, 13 ans, avait été arrêté il y a un mois au cours d'une manifestation dans un village du sud de la Syrie. Sa dépouille a été remise à ses parents. L'enfant est mort après d'épouvantables et multiples tortures. Les images vidéo de cet enfant martyr n'ont fait que renforcer la détermination du peuple qui manifeste depuis six semaines malgré une terrible répression militaire qui a fait plus de 1 100 morts. Les jeunes et les enfants sont les premières victimes et deviennent les symboles des révolutions arabes: Mohammed Bouazizi en Tunisie qui s'est immolé après avoir été humilié par la police, Khaled Said, 28 ans, assassiné par la police égyptienne l'été dernier à la sortie

d'un cybercafé. La révolution syrienne a elle-même commencé par l'arrestation d'un groupe d'enfants de 8 à 15 ans qui écrivaient des graffitis contre le gouvernement. Face aux massacres commis par l'armée syrienne sur des foules sans armes, les grandes puissances se concertent... Mais depuis 40 ans et aujourd'hui encore, l'impérialisme et de nombreux États de la région (Iran, Israël, Jordanie, Turquie), quoi qu'ils en disent, préfèrent voir la dictature syrienne en place plutôt que l'ordre établi remis en cause par une révolution démocratique qui pourrait être contagieuse. Le peuple syrien ne peut donc compter que sur ses propres forces et la solidarité internationale des peuples.

Italie: Berlusconi à terre.

Au deuxième tour des élections municipales, la droite italienne a subi une défaite encore plus importante que ce qui était annoncé. Le parti de Berlusconi a été largement battu à Naples mais aussi dans son fief de Milan. Cette grave défaite peut remettre en cause la coalition parlementaire que Berlusconi forme avec le parti xénophobe de la Ligue du Nord et provoquer des élections législatives anticipées. Le fief de la Ligue du Nord est aussi à Milan et cette ville était tenue par la droite depuis 18 ans. C'est un encouragement à toutes

Le chiffre

2,7 milliards

C'est le montant en euros que les banques font payer chaque année à leurs clients possédant une carte bancaire qui dépassent leur découvert autorisé, selon l'association UFC-Que choisir. Les seules commissions d'intervention (anciennement frais de forçage) rapportent 1,8 milliard d'euros. Toujours selon l'association, le traitement des incidents bancaires ne coûte en réalité que 459 millions d'euros aux banques, dont 172 millions pour les frais de forçage !

les luttes. Trois référendums doivent avoir lieu les 12 et 13 juin en Italie, dont un pour l'abrogation de l'ambitieux programme de construction de centrales nucléaires élaboré par le gouvernement. Berlusconi a manœuvré pour que ce référendum ne se tienne pas en faisant voter un moratoire nucléaire de deux ans au Parlement. L'Italie est un pays très sismique et le nucléaire a déjà été interdit par référendum en 1987. C'est une échéance importante. Les écologistes et la gauche radicale, comme nos camarades de Sinistra critica, sont pleinement engagés dans la bataille pour un vote pour le « oui » à cette interdiction du nucléaire en Italie.

Gay Pride à Moscou: violences et arrestations.

Alors que cette année encore la Gay Pride de Moscou était interdite par les autorités, les manifestants ont été agressés par un groupe de néonazis et de religieux orthodoxes portant des croix et faisant référence à la Bible. Les manifestants LGBTI ont été mis à terre et emportés dans des fourgons de police, au même titre que les contre-manifestants venus « empêcher que Moscou ne devienne la nouvelle Sodome ». Une trentaine de militants de la cause LGBTI et des droits de l'homme, dont Louis-Georges Tin (fondateur de la journée internationale contre l'homophobie et la transphobie) et Dan Choi (célèbre militaire gay américain), ont été arrêtés puis, pour certains d'entre eux, libérés assez rapidement. Alors que l'ILGA (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association) dresse son tableau annuel des droits des lesbiennes, gays, bi et trans, nous ne pouvons que constater que la bataille pour la reconnaissance des droits à l'égalité et contre la persécution des personnes LGBTI est un combat international à mener au quotidien. Ce bilan n'est pourtant établi que sur le plan législatif, et ne prend pas en compte les données judiciaires

et les violences homophobes répertoriées. Solidarité avec les LGBTI persécutés du monde entier !

Cohn-Bendit boude. Dans le cadre de la préparation de leur prochain congrès, les militants d'Europe Écologie-Les Verts (ÉÉ-LV) avaient le choix entre trois motions principales. La motion présentée par la « gauche d'ÉÉ-LV » a recueilli près de 20%, celle présentée par Daniel Cohn-Bendit 26,55%. Le texte de Cécile Dufлот a réussi à obtenir la majorité: 50,25%.

Les orientations politiques présentées étant assez proches, l'enjeu du débat s'est rapidement focalisé sur les questions de fonctionnement... et de direction. Avec, en filigrane, la question de savoir si, après les succès électoraux des européennes et des régionales, la « greffe » entre Les Verts et les militants écologistes venus des associations avait bien pris. Pour Cohn-Bendit, le résultat décevant de sa motion est bien la preuve... de la « bureaucratisation » du mouvement et du maintien de l'hégémonie des (ex) Verts qu'il dénonce depuis le début. Résultat: il menace de ne pas se rendre au congrès qui doit se tenir ce week-end à La Rochelle. Et même de mettre fin à son « investissement dans la politique nationale » en France... Chiche !

Ascenseur social en panne.

Les 6 200 salariés de l'entreprise d'ascenseur Otis (premier groupe mondial et français de la profession) sont en grève reconductible. Les principales revendications concernent les salaires avec 3% d'augmentation et un salaire minima de 1 600 euros. Les charges et les conditions de travail sont à l'origine de la mobilisation dans ce métier dangereux où commencent à apparaître les suicides dus à la pression du travail. La direction s'étant contentée d'envoyer des vigiles et de faire appel aux flics sur le parvis de la Défense, plutôt que de recevoir les représentants des grévistes, la grève continuait le 31 mai.

LES INDIGNÉS veulent prendre la Bastille



Paris, le 29 mai. Près de 3 000 personnes se sont réunies place de la Bastille. Elles étaient encore un millier à participer à l'assemblée générale qui devait décider de la suite des événements. Les manifestants n'ont pas pu installer un campement, les CRS se chargeant de les déloger à l'aide de gaz lacrymogène. Un nouveau grand rendez-vous est appelé pour dimanche 5 juin. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/DA)

TOUT est à nous !
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction: 01 48 70 42 27
 Diffusion: 01 48 70 42 31
 Administration: 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
 Mail: redaction@npa2009.org
 Numéro ISSN: 1969-8178
 Commission paritaire: 0414 P 11508
 Tirage: 6 500 exemplaires
 Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication:
 François Coustal
 Impression:
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail: rotoimp@wanadoo.fr

